

EIRENE

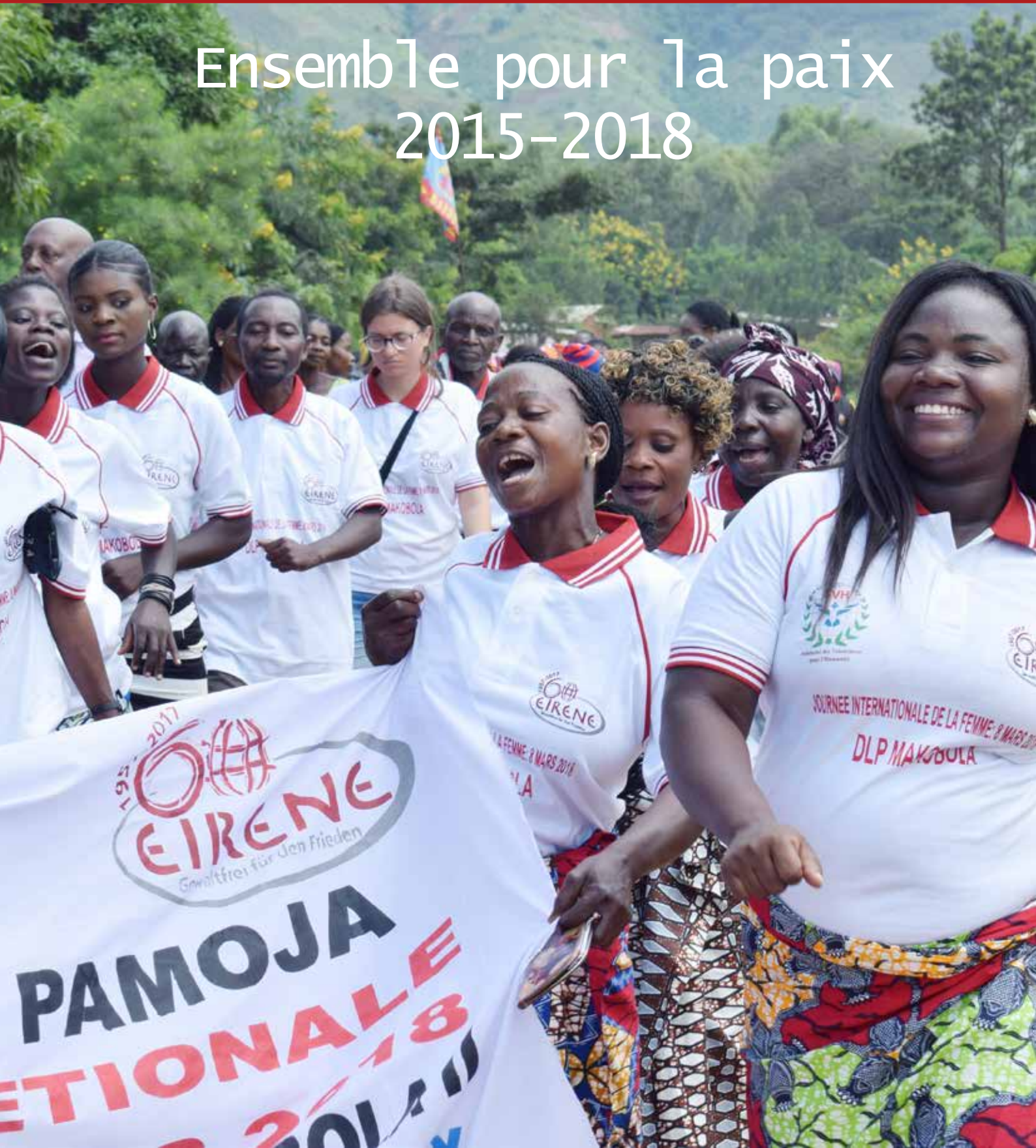


GRANDS LACS

Bulletin d'information

N° spécial 2019

Ensemble pour la paix 2015-2018



Editorial :

Publié par :

EIRENE Grands Lacs

BP : 1298 Av. Kunkiko 35

Bujumbura / Burundi

Tél : (+257) 22258448

(+257) 22278077

Tél portable : (+257) 79248572

eirene-grandslacs@eirene.org

www.eirene.org

En partenariat avec :

La Maison de la Presse

Bujumbura, Burundi

radiosgrandslacs@gmail.com

Facebook : Maison de la Presse du Burundi



CHIRO Burundi

Gitega, Burundi

chiro.amahoro@yahoo.fr



Observatoire Gouvernance et Paix (OGP)

Bukavu, RD Congo

ogprdc@gmail.com



Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH)

Baraka, RD Congo

ong_svh@yahoo.fr



Photos :

EIRENE et ses partenaires

Financé par :

Service Civil pour la Paix/BMZ

Impression :

Groupe de Presse IWACU



L'œuvre humaine est toujours perfectible. Nous devons en tout moment et en tout lieu reconnaître nos capacités et nos limites. C'est ainsi que pendant cinq années de 2014 à 2018, la coordination d'EIRENE pour les Grands Lacs s'est jointe à ses partenaires burundais et congolais. C'était pour apporter une modeste contribution à l'établissement d'un climat de paix et de non-violence en vue d'un développement harmonieux. Le choix stratégique du Sud-Kivu en RD Congo et du Burundi avec des actions transfrontalières avec la région de Ruzizi du Rwanda a permis de concentrer les efforts dans un espace théoriquement maîtrisable. Mais, avouons-le, le dynamisme de ce contexte exige une synergie et une complémentarité permanente entre tous les intervenants à tous les niveaux.

Notre programme régional a mis ensemble des partenaires du Burundi, de la RDC et du Rwanda autour d'une même problématique qu'est la paix. Les thématiques et approches transversales telles que « Religion et Paix » ou « Médias et Paix » ont donné des touches particulières et effectives dans l'implication des acteurs stratégiques. La prise en compte systématique de ces deux thématiques dans nos différents projets nous a permis de rester proches de nos valeurs en tant qu'organisation basée sur la foi religieuse.

L'auto-évaluation du programme conduite d'avril à juillet 2018 a démontré ce dont nous avons été capables et nos limites. Elle nous a



également permis de reconstruire tout le capital du programme et d'avoir une base solide pour le nouveau programme. Le mérite de ces résultats atteints revient aux différents groupes cibles et différents partenaires qui n'ont ménagé aucun effort dans la compréhension et la mise en œuvre des exigences du programme « Service Civil pour la Paix ».

A travers ce numéro spécial de notre bulletin d'information, nous marquons notre profonde gratitude envers tous les acteurs ayant contribué à la mise en œuvre du programme. Qu'ils y trouvent nos encouragements et notre volonté de continuer un partenariat franc et fructueux, respectueux de nos valeurs communes !

SY Issaka Maman Tahirou

Coordinateur EIRENE GL, 2013-19



L'équipe du programme lors d'une rencontre d'évaluation

SOMMAIRE

Investir dans la coopération interreligieuse !
SY Issaka Maman Tahirou



6

Inculquer aux jeunes des valeurs de paix !
Téléspore Ndayishimiye



10

La Dynamique Locale de Paix, pilier de la
cohésion sociale

Evariste Mfaume



16

Un journalisme de paix pour booster la
cohésion sociale

Nestor Ntiranyibagira



22

Des fora communautaires pour la paix et le
développement

Eric Kajemba



28

Cinq projets, un même programme

La coordination Grands Lacs d'EIRENE a accompagné de 2015 à 2018 la mise en œuvre de 05 projets collaboratifs autour de la promotion de la paix et de la non-violence. Ces projets sont exécutés par des partenaires locaux au Burundi et au Sud-Kivu de la RDC. Pendant ces 05 années, les partenaires ont développé des outils adaptés aux contextes mais aussi et surtout plusieurs initiatives de culture de non-violence et de paix ont été accompagnées.



Lors du Teambuilding en 2017 à Gitega

EIRENE s'engage depuis 2007 pour la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence dans la région des Grands Lacs. En 2015, le programme « Promotion d'une culture de paix et de non-violence dans la région des Grands Lacs » était lancé, avec les partenaires stratégiques du Burundi (CHIRO-Burundi et la Maison de la Presse du Burundi) et de la RD Congo, (Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) dans le territoire de Fizi et l'Observatoire Gouvernance et Paix (OGP) de Bukavu. CHIRO-Burundi et SVH travaillent sur la cohésion sociale et la transformation non-violente des conflits, OGP sur la gestion transparente et équitable des ressources extractives et la Maison de la Presse du Burundi travaille sur le Journalisme Sensible aux Conflits (JSC) ; avec une approche transversale. La coordination de ce programme régional avait comme rôle d'harmoniser les approches, établir un système de gestion des connaissances et de suivi & évaluation. L'échange régional et la création des effets des synergies étaient aussi parmi les tâches de la coordination.

Le partenariat avec SVH était nouveau tandis que le partenariat direct avec la Maison de la Presse venait juste commencer en 2014. Quatre organisations qui n'ont pas coopéré avant, se trouvant dans des régions différentes au Burundi et en RD Congo, avec des leaders et du personnel des caractères différents. Un défi qu'il fallait relever pour trouver une harmonie ! Le pari gagné. En témoignent les résultats de ce programme.

Notre stratégie était basée sur trois points clés :

1. Des rencontres périodiques de planification, évaluation et du team-building sous forme de retraites ; ces rencontres permettent de socialiser tout en concevant et harmonisant les outils et approches d'intervention
2. L'accompagnement des équipes des projets par des coopérateurs de paix qui permet d'apporter un regard et une expertise extérieurs constructifs
3. Développer un système de suivi et évaluation continue qui nous permet d'être proactifs dans l'appréciation et l'amélioration de nos approches et outils d'intervention.

Parler « le même langage »

Les premières rencontres du programme ont permis une compréhension mutuelle de l'esprit du programme « Service Civil pour la Paix » qui se concentre principalement dans des actions de formation, sensibilisation et encadrement des acteurs. Au début, nous avons senti un esprit de compétition entre les partenaires. En effet, les quatre partenaires se voyaient comme en situation de concurrence sur les fonds du programme au lieu d'être « des membres d'une famille avec le même but ». Les rencontres de planification basées sur des analyses contextuelles participatives ont fini par briser cette concurrence et créer un esprit d'équipe. L'avantage d'investir dans des rencontres sous forme de retraites était

de pouvoir passer des moments ensemble dans une ambiance permettant de se reconstruire individuellement et en tant qu'équipe d'un même programme. Tout cela a aidé à créer des relations bienveillantes et fraternelles entre les personnes qui travaillent dans le cadre du programme. En fin 2017, un atelier de team-building était organisé pour non seulement apprécier l'esprit d'équipe, mais surtout pour renforcer davantage ces relations à travers la communication non-violente.

« Parler le même langage » reste toujours notre leitmotiv. Chaque acteur du programme doit avoir la même compréhension des terminologies utilisées. Un système de planification et de rapportage standardisé, facile à utiliser a été mis en place de manière participative. Aujourd'hui, tout le monde au sein du programme sait, par exemple ce que signifie « une approche », « un indicateur du processus » et « une hypothèse de changement ».

Une dynamique transversale

Notre compréhension d'un programme réside dans la cohérence dans des interventions pour un objectif commun. Le projet « Médias & Paix » est ainsi devenu transversal pour garantir la prise en compte des médias comme instruments indispensables dans la construction de la paix. La crise de 2015 a lourdement affecté l'essentiel des groupes cibles, surtout les radios indépendantes à couverture nationale. Avant, la Maison de la Presse du Burundi organisait des formations pour les

journalistes burundais, de son choix et des débats autonomes. Avec la nouvelle stratégie, toutes les activités se font au service des autres partenaires du programme. Les journalistes qui travaillent pour les radios communautaires proches de SVH, OGP et CHIRO sont formés sur le Journalisme Sensible aux Conflits (JSC). En plus, ils bénéficient d'un coaching in-situ dans leurs radios. Les débats publics radio sur des sujets conflictuels sont aussi organisés ensemble avec les partenaires qui font le suivi des engagements pris. Les activités phares sont accompagnées et un Bulletin du programme sort trimestriellement. Des films documentaires sont réalisés et servent pour renforcer la visibilité et le plaidoyer chez les partenaires.

L'accompagnement des partenaires par la Coordination du programme a permis d'avoir un regard transversal et l'identification des thématiques fédératives pour le renforcement des capacités. Une centralisation des résultats des suivis pour élaborer un rapport unique du programme a aussi permis une appréciation collégiale des engagements pris avec les bailleurs.

Le programme a pris fin avec septembre 2018. Un nouveau programme «Transformation Alternative des Conflits-Transparence et Initiatives Communautaires (TAC-TIC)» a été développé ensemble avec les partenaires après une auto-évaluation participative, basé sur les acquis du premier programme.

SY Issaka Maman Tahirou

Coordinateur d'EIRENE Grands-Lacs, 2013-2019



Trois chefs de projets en travail de groupe



Conférence interreligieuse en 2016

Investir dans la coopération interreligieuse !

Depuis 2014, EIRENE Grands Lacs renforce le dialogue interreligieux et la collaboration entre les religions. La coopération entre toutes les croyances garantit une spiritualité universelle pour la paix, dans une région régulièrement déchirée par des conflits violents surtout à l'issue des processus électoraux... Le rôle des leaders religieux est très important dans la sous-région en général et au Burundi en particulier pour des élections apaisées.

Nos pires ennemis sont les musulmans. Ils veulent tous nous dominer. Avec l'appui des Pakistanais, il y a maintenant des mosquées partout ici à Bukavu. L'islam est une menace pour nous tous. Nous devrions nous défendre pour ne pas être victime de leur guerre sainte. », déclare avec rage un Pasteur de l'Église baptiste à Bukavu. Son affirmation est suivie d'un tonnerre d'applaudissements de ses fidèles.

« Beaucoup des chrétiens quittent l'église et, à la maison ils prient les dieux traditionnels. Ce sont des hypocrites. En plus, ils disent du mal de l'Islam. Mais, nous allons nous défendre ! », s'emporte, de son côté un jeune musulman. La colère se lit sur son visage. Il se dit prêt à défendre sa religion, par tous les moyens.

« Quand je porte veste et cravate, les étudiants musulmans semblent m'ignorer. Ils me traitent de 'faux' musulman. Mais, quand je suis habillé en tenue arabe, je deviens un vrai croyant. », fulmine le délégué des étudiants musulmans du Burundi, à la question de savoir pourquoi il porte une tenue arabe.

Les stéréotypes et préjugés en rapport avec les religions sont récurrents : « Les Catholiques sont arrogants, ils se

croient supérieurs aux autres. Les protestants sont bizarres, tout le monde peut s'appeler pasteur, sans aucune formation. Ils sont seulement intéressés par l'argent. », entend-on souvent dire, allègrement. Les locuteurs ne se rendent pas compte de la gravité de leurs propos.

Finis les stéréotypes et les préjugés

Les conflits interreligieux et intrareligieux sont une réalité dans la région des Grands Lacs. Les préjugés sont souvent à la base de l'intolérance, de la communication violente et de la violence physique. Le premier pas pour la transformation des conflits est de créer des cadres pour permettre aux gens de se rencontrer, se regarder les yeux dans les yeux et échanger sans faux-fuyants de ce qui les oppose. Ce que fait EIRENE Grands Lacs depuis 2014.

« La spiritualité pour la paix est traduite par la recherche et la pratique d'une position qui rejette l'injustice et la violence sous toutes ses formes. Notre travail pour la paix est œcuménique, solidaire et orienté vers le dialogue. Nous créons un espace où la confiance, l'échange, la valorisation de l'autre, l'apprentissage mutuel et la réconciliation sont possibles. », selon Anthea



Bethge, Directrice Générale d'EIRENE International.

C'est pourquoi, EIRENE Grands Lacs a organisé au Rwanda en 2014 et 2015 avec son partenaire APRED-RGL deux conférences interreligieuses sous régionales. Deux autres conférences internationales ont eu lieu au Burundi en 2016 et 2017 en partenariat avec American Friends Service Committee (AFSC) et Norwegian Church Aid (NCA) avec comme produit un plan d'action interconfessionnel pour la paix. En plus, une autre conférence sous régionale des jeunes leaders musulmans a été organisée en décembre 2017 et plusieurs fora et rencontres entre les leaders religieux jusqu'à aujourd'hui.

Des leçons données sur le vif

Ce dialogue sert aussi pour échanger mutuellement et profiter des expériences des autres et des bons exemples. C'était entre autres le cas lors de la conférence interreligieuse de 2017 avec les expériences partagées par l'activiste pour la paix Evêque Paride Taban du Sud-Soudan, Monseigneur Barrigah-Benissan, président de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (VJR) au Togo, Al-Hadj Adan Wachu, représentant du Conseil Suprême des Musulmans du Kenya (SUPKEM) et l'Imam Oumar Kobine Layama, président de la Communauté Islamique Centrafricaine.

Evêque Emérite Paride Taban a dirigé le Conseil des Eglises du Soudan. Cet organe a joué un rôle clé lors des crises et confrontations. Le Conseil Islamique est devenu membre du groupe. Ensemble, ils ont facilité plusieurs accords de paix et implanté des groupes pour la paix dans des églises et des mosquées. Monseigneur Nicodème Barrigah-Benissan a partagé comment, au Togo

les leaders religieux ont dénoué les crises politiques par une médiation discrète mais efficace. La VJR du Togo était vue comme politiquement neutre et moralement intègre. « *Nous avons créé le pont pour assoir un climat de dialogue susceptible de favoriser la paix. Ce qui a permis au gouvernement et à l'opposition de se réconcilier.* ». Al-Hadj Adan Wachu a donné l'exemple du SUPKEM qui a travaillé avec le Conseil des Eglises chrétiennes pour le rapprochement des différents protagonistes politiques lors des crises au Kenya. Pour sa part, l'Imam Oumar Kobine Layama a partagé comment les membres du réseau interreligieux de Centrafrique ont rencontré les belligérants sur le terrain pendant la crise pour les calmer et les convaincre de déposer les armes. Avec ces exemples, les participants à la conférence ont reçu des idées sur comment contribuer en temps de crises pour renforcer la cohabitation pacifique avec des moyens non-violents.

L'autre intérêt de la coopération interreligieuse est de lancer des activités communes, au-delà du dialogue. Histoire de passer de la parole aux actes ! C'est pourquoi, les conférences interreligieuses de 2014 et 2016 ont publié des appels pour la non-violence, la paix et des élections paisibles en Afrique, dans lequel les participants dénoncent les discours de haine et la manipulation des jeunes par certains leaders religieux et / ou politiques. Ils encouragent les leaders politiques à respecter les droits humains et à mettre en place des mesures contre la haine et à faciliter des élections pacifiques, justes et transparentes. Les conférences de 2016 et 2017 ont permis l'élaboration d'un plan d'action interconfessionnel pour le Burundi qui est actuellement une référence pour le Conseil Interconfessionnel du Burundi (CICB) dans la recherche des fonds et dans l'harmonisation des actions religieuses pour la Non-violence et la paix. EIRENE et ses partenaires ont contribué pour l'implication des leaders

religieux burundais dans les différentes étapes de dialogue burundais tant interne qu'externe.

Après la conférence de 2016, le Conseil National des Églises du Burundi (CNEB) et la Communauté Islamique du Burundi (COMIBU) ont organisé des sessions d'échange en provinces entre les leaders religieux pour discuter sur leur contribution pour gérer la crise politique au Burundi. La COMIBU a également organisé des activités dans des universités sur les moyens non-violents de résoudre la crise politique en cours depuis 2015. Ces activités étaient diffusées par les médias locaux. La Communauté des Églises de Pentecôte du Burundi (CEP-BU) a fait de même, en lançant un programme dans des écoles primaires et secondaires pour l'éducation à la paix et à la solidarité. Actuellement, le CICB est en train de mettre en place des bureaux décentralisés pour faciliter les activités au niveau des provinces et des communes du pays.

Aider au règlement du conflit burundais

Après la conférence de 2017, une délégation des chrétiens et musulmans a été constituée pour aller rencontrer le médiateur du conflit inter-burundais Benjamin William Mkapa en Tanzanie. Là, elle a mené un plaidoyer pour une solution gagnant-gagnant pour le conflit burundais.

Le plan d'action interconfessionnel a permis de redynamiser les relations sensibles existantes entre les différentes confessions surtout autour du processus électoral. Ledit plan vient d'être relu pour sa mise en jour prenant en compte les défis actuels et le CICB sous le lead de l'Église catholique est en train d'organiser sa validation ainsi que la relance des activités avec l'appui des différents partenaires techniques et financiers.

En outre, EIRENE accompagne des ateliers pour les membres du mouvement d'action catholique CHI-

RO-Burundi pour développer la tolérance vis-à-vis les jeunes musulmans. Le film « Le pasteur et l'Imam » a été utilisé comme outil pédagogique. Ce film raconte l'histoire vraie du Pasteur James Wuye et de l'Imam Mohammad Ashafa du Nigeria. Ils étaient des pires ennemis, s'étaient battus dans des milices mais avaient fini par se réconcilier et créer ensemble l'ONG « Interfaith Mediation Centre » qui s'engage pour la cohabitation pacifique entre Musulmans et Chrétiens au Nigeria.

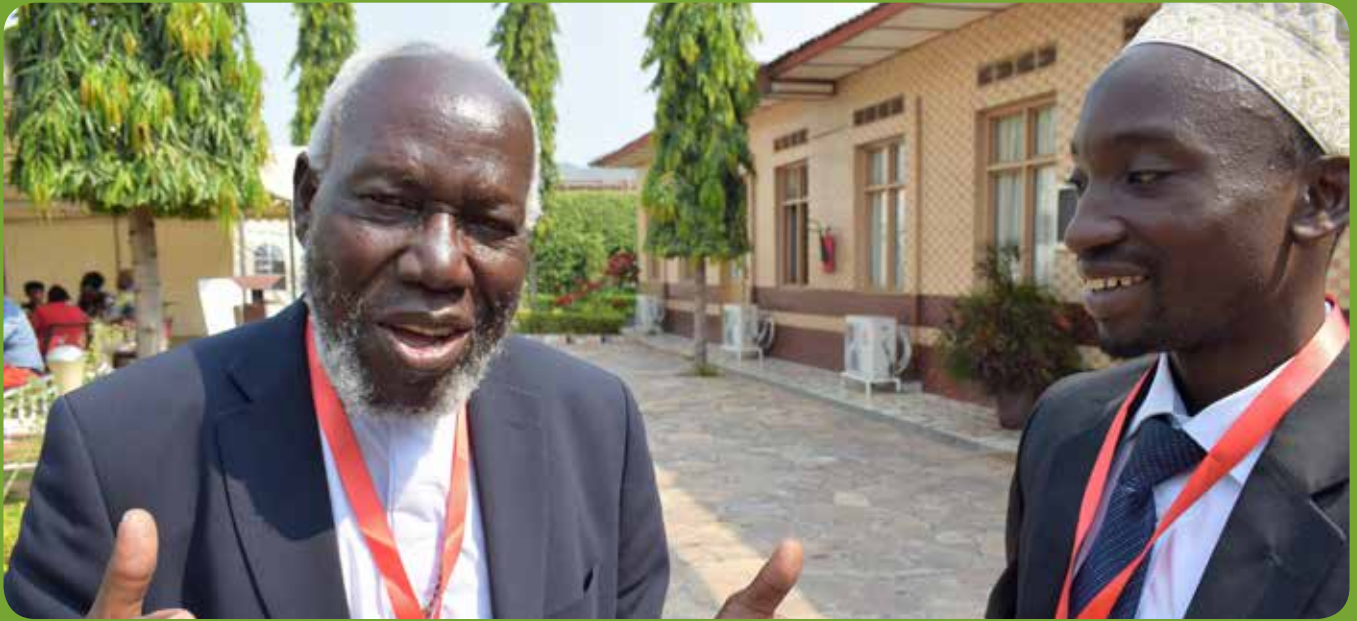
Dans la province de Gitega au Burundi, EIRENE a initié un projet pilote de deux ans 2019 - 2020. Il est mis en œuvre dans le cadre d'un consortium interconfessionnel entre les Églises anglicanes et catholiques et la Communauté Islamique du Burundi (COMIBU) pour accompagner des associations locales. Cet accompagnement passe par le renforcement des capacités dans l'autopromotion communautaire, la création des chaînes de solidarités, l'entrepreneuriat des jeunes ainsi que le renforcement du leadership des femmes et des jeunes. Le projet travaille avec les autorités administratives. Cette constellation est un exemple idéal de coopération entre les confessions : les communautés des trois religions avec le gouvernement renforcent le développement durable dans le milieu rural.

La majorité des Burundais sont pratiquants et les leaders religieux ont une grande ascendance sur eux. Cette confiance accroît la responsabilité sociale de ces leaders. C'est pourquoi, ces derniers doivent s'engager pour lutter contre la pauvreté, l'injustice et toute atteinte à la dignité humaine, en promouvant des valeurs de paix, d'amour et de tolérance. Leur force de mobilisation des fidèles pour la non-violence influe même sur les décideurs politiques. Ainsi, les leaders religieux ont la capacité de prévenir les violences et garantir la cohabitation pacifique. Leur comportement reste crucial en général et en particulier lors des élections de 2020 au Burundi.



Travail de groupe lors de la conférence de 2016

Interview avec Imam Elie Khalfan Bukuru, Représentant Légal de l'Alliance des Imams du Corridor Nord pour le Développement Humainitaire (AICNDH)



Evêque Taban

Imam Bukuru

Quelle est, d'après vous la plus grande réussite de la coopération interreligieuse initiée par EIRENE Grands Lacs ?

Il est difficile de quantifier la réussite de la coopération entre les musulmans et les chrétiens initiée par EIRENE. Mais, ce que je peux dire est que le moment est venu où les musulmans et les chrétiens se mettent ensemble pour parler d'un sujet qui les unit : « la paix et la tolérance religieuse ». Cela était impossible, dans le temps. Les chrétiens commencent à comprendre que l'Islam est une religion comme tant d'autres. Il y avait beaucoup de préjugés. Ces derniers se sont réduits, même si le chemin à parcourir est encore long.

Quel a été l'impact du dialogue interreligieux sur vous, personnellement ?

C'est une renaissance bouleversante car il est temps qu'on se parle de la vraie religion, de toute sorte. Il y a plusieurs incompréhensions religieuses, des interprétations erronées des textes religieux, qui conduisent à la haine mais aussi à la violence. Les conférences, les ateliers, organisés par EIRENE mais aussi des entretiens que j'ai eus personnellement m'ont ouvert les yeux et m'ont conduit à voir le monde et à lire les textes religieux avec des lunettes d'aujourd'hui alors que les autres utilisent celles qui datent à peu près de deux mille ans.

Aujourd'hui, quels sont les plus grands défis pour la cohabitation pacifique entre les religions dans la région et particulièrement au Burundi ?

Les leaders religieux n'ont pas une même lecture des textes religieux. Le grand défi est que les prêches incendiaires ont gagné le pari dans notre région où les sectes religieuses prolifèrent à grande échelle avec des responsables radicaux qui sèment la zizanie au sein de la congrégation et l'incompréhension des textes religieux augmente.

En quoi et comment est-ce que la coopération avec EIRENE peut contribuer pour des élections apaisées en 2020 au Burundi ?

EIRENE, comme c'est une organisation à base de la foi, elle est bien placée pour apporter une contribution remarquable pour les élections apaisées en 2020. D'abord, dans les églises ou dans les mosquées, ce sont des endroits où les gens sont présents sans convocation ni invitation. Ensuite, le message d'un leader religieux est perçu comme émanant de Dieu, il ne rencontre aucun blocage dans sa transmission. Redoubler d'effort dans le rapprochement des leaders religieux et appuyer les initiatives des leaders religieux pourraient être un outil essentiel à utiliser pour attendre ce résultat.

Quelles nouvelles idées avez-vous pour bien travailler avec EIRENE durant les trois prochaines années ?

La première chose qu'on souhaite est qu'on ait, nous la Communauté Islamique en général et mon organisation (Alliance des Imams du Corridor Nord pour le Développement Humainitaire : AICNDH) en particulier, un partenariat avec EIRENE. Autre chose, lancer un mouvement de la jeunesse interconfessionnelle pour pouvoir inculquer les valeurs religieuses aux jeunes.

Inculquer aux jeunes des valeurs de paix !

Depuis 2015, le projet « Amahoro » œuvre pour une culture de paix et de non-violence dans le mouvement catholique CHIRO-Burundi. Les premiers fruits apparaissent déjà : un Centre Polyvalent des Jeunes pour la Paix (CPJP) est opérationnel à Gitega. Des centaines de membres, surtout jeunes y sont éduqués à la citoyenneté, des conflits fonciers et familiaux sont gérés pacifiquement. Les femmes sont aussi mieux intégrées dans le mouvement.



Education à la paix pendant le camp des cadres en 2016

Finies la discrimination et la stigmatisation des femmes d'Isimba, colline Muyange en Commune Makebuko (Gitega, centre du Burundi). Grâce aux pièces de théâtre participatif jouées par les Chiros, les hommes ont tourné le dos aux violences basées sur le genre. Ainsi, les femmes s'en frottent les mains car elles se sentent valorisées », témoigne Déo Ntakarutimana, membre du mouvement CHIRO-Burundi. Il dit avoir appris, avec le théâtre à donner des messages de nature à prévenir la violence ou à permettre de gérer pacifiquement des conflits communautaires. « Les questions en rapport avec les droits des femmes et les violences basées sur le genre commis contre elles ne sont plus considérées comme des tabous. Le théâtre nous a tout ouvert des yeux », ajoute-t-il. Le théâtre participatif fait partie des nouvelles approches du projet « Amahoro » mis en œuvre depuis 2015 par CHIRO-Burundi, en partenariat avec EIRENE Grands Lacs.

Le projet aide notamment à renforcer les membres Chiros autour des valeurs de leur mouvement, telles que la vérité, la droiture, l'altruisme et la charité. « Les membres de mouvement CHIRO sont des am-

bassadeurs d'amour, de justice et de paix en paroles et en actes » (Charte de CHIRO-Burundi, article 10).

Avec ce projet, la capacité locale des membres est renforcée pour analyser, gérer des conflits et promouvoir la paix et la non-violence. Le projet contribue à une coexistence pacifique. Il renforce la résilience des jeunes faces de la manipulation politique. Les membres sont formés pour être de citoyens responsables. « Comme les membres de CHIRO sont aussi des citoyens, ils appartiennent à divers partis politiques. Mais, quand nous nous rassemblons pour le travail communautaire, les histoires de politique, nous les laissons de côté. », fait remarquer Léopold Ngedakumana, Dirigeant de CHIRO, Diocèse Ngozi. De son côté, Bélyse Nshimirimana affirme avoir appris à tolérer et à pardonner.

La femme, pilier de la famille et du développement

« Nous avons les mêmes droits que les hommes. Le mouvement CHIRO nous l'a appris », rappelle Agnès Nyandwi, responsable CHIRO. Les femmes jouent un rôle impor-

tant dans les familles, mais leurs perspectives et leur participation à la gestion des affaires publiques ne sont pas encore satisfaisantes. Pour cela, le projet « Amahoro » met un focus particulier sur l'intégration et le renforcement des femmes dans le mouvement.

Pour avoir plus d'impact, le projet se limite aux régions pastorales de Gitega et Ngozi. Occasionnellement, il mène des activités de sensibilisation comme les grands débats publics radio qui couvrent aussi les autres régions pastorales. Le projet cible d'abord les membres du mouvement : les dirigeants diocésains, les aumôniers et conseillers CHIRO, les comités paroissiaux et les jeunes membres qui participent aux différentes activités du mouvement. A part cela, le projet essaie de créer des synergies avec d'autres organisations catholiques comme les Scouts ou les Commissions Diocésaines Justice et Paix (CDJP). En plus, le projet travaille avec les jeunes défavorisés. Parmi eux, les Batwa, les déplacés internes et les jeunes délinquants.

Le projet met le focus sur les conflits locaux et l'implication des membres de CHIRO dans ces conflits. Parmi les conflits figurent la violence familiale, les conflits ethniques, les conflits fonciers et les conflits entre les jeunes militants des partis politiques. Les approches principales du projet Amahoro sont l'identification, observation, analyse et la gestion non-violente des conflits, la formation sur la paix et la non-violence ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre des initiatives de paix et de non-violence

Œuvrer pour l'unité et la réconciliation

« Moi, je suis jeune mère. Je sais qu'il y a d'autres mères de famille qui ont encore un cœur plein d'ethnisme, qui soutiennent encore les divisions ethniques. Nous, les membres

de CHIRO-Burundi, dans nos quartiers, nos paroisses, nos diocèses, nous enseignons la cohabitation pacifique. », affirme Yollande Nahimana, membre CHIRO, Archidiocèse de Bujumbura.

Le Burundi connaît depuis plus d'un demi-siècle des crises sociopolitiques cycliques qui provoquent des crises humanitaires et empêchent au pays de sortir de la pauvreté. Une profonde méfiance continue de régner entre les communautés ethniques. Les jeunes ont été souvent acteurs de la violence, sous l'influence de certains leaders politiques. Vu le manque de perspectives, beaucoup de jeunes sont de plus en plus victimes de la manipulation politique. Ils sont prêts à recourir à la violence.

La population burundaise est majoritairement catholique. Dans tous les 08 diocèses que compte le pays, on trouve les membres du mouvement CHIRO. Fondé en Belgique en 1853, le mouvement s'inspire de la spiritualité de Saint Bosco. Avec comme devise « Joie, Amour et Vaillance », le mouvement a été installé dans toute l'Europe occidentale et puis en Afrique à travers les missions catholiques. En 1953, CHIRO a été introduit au Burundi et en 2005 reconnu comme Association Sans But Lucratif. (ASBL) Aujourd'hui, le mouvement compte environ 80 000 membres répartis dans les diocèses catholiques et implantés dans toutes les paroisses du pays. La grande majorité de ses membres vit en milieu rural où l'agriculture constitue la première source de revenus.

Les membres, essentiellement des agriculteurs, petits éleveurs des commerçants ont appris à se prendre en charge eux-mêmes au lieu de dépendre de l'aide. C'est le fruit de la formation holistique donnée aux membres de CHIRO.

Téléshore Ndayishimiye

Dirigeant National de CHIRO-Burundi, 2014-2018



Marche pour la paix à Mumuri en 2017



Théâtre participatif à Makebuko

Identification, observation, analyse et gestion des conflits : exemple du conflit foncier

Le projet « Amahoro » travaille entre autres sur les conflits fonciers. La forte croissance démographique au Burundi, les déplacements internes des populations, l'amenuisement et l'accaparement des terres cultivables et la faible compréhension du droit foncier causent des conflits fonciers surtout dans les milieux ruraux. Ces conflits mettent en suspens ou détruisent les opportunités d'une bonne cohabitation pacifique entre les familles et les communautés.

Les conflits fonciers ont pour conséquence le vol des récoltes dans les champs, la mésestime entre les structures judiciaires et les parties en conflits, la divergence liée à l'héritage des enfants, la mésestime entre l'administration publique et les propriétaires terriens suite aux causes d'utilité publique des terres non enregistrées, des bagarres et des procès entre des vendeurs escrocs et les acheteurs autour des propriétés vendues à plusieurs personnes et enfin des affrontements entre les familles.

Les dispositifs et mécanismes administratifs, traditionnels et confessionnels sur la prévention et la gestion des conflits liés au foncier sont souvent mal compris par les acteurs. Souvent, il y a un sentiment d'ingérence entre les différents acteurs concernés (Bashingantahe, les chefs collinaires, l'administration communale, les tribunaux de résidence, les confessions religieuses).

Pour mieux comprendre la complexité des conflits fonciers, l'équipe du projet Amahoro a fait des analyses participatives avec leurs groupes cibles. Entre autres, une cartographie du conflit qui montre les acteurs, leurs relations et les sujets clés. Basé sur cette analyse, le projet a développé un programme de sensibilisation sur les

conflits fonciers à travers le théâtre participatif, la radio, les exposés. Certains membres de CHIRO ont appris la technique de la médiation et interviennent dans la gestion des conflits fonciers autour d'eux.

L'éducation à la citoyenneté

« Au Burundi, nous sommes dans un système démocratique depuis seulement une vingtaine d'années. Les valeurs de la démocratie ne sont pas encore maîtrisées par notre culture. C'est pour cela que nous venons de connaître une profonde crise. Mais, nous allons en sortir. Parmi les acteurs qui sont capables d'imprimer un mouvement positif auprès de jeunes se trouve CHIRO. Les membres du mouvement CHIRO-Burundi sont nombreux, disciplinés et ils ont la volonté de bien faire. Mais ils ont besoin d'appui. » (Mgr. Evariste Ngyangoye, ancien archevêque de Bujumbura)

Les cas de violation des droits des citoyens sont récurrents au Burundi comme dans toute la région des Grands Lacs. Depuis 4 ans, CHIRO-Burundi et EIRENE Grands Lacs sensibilisent les citoyens des régions pastorales Ngozi et Gitega sur leurs droits et leurs devoirs. La constitution du Burundi est la référence, ainsi que la

charte de CHIRO où les valeurs du mouvement sont stipulées. Les leaders CHIRO, les autorités locales, la police, les médiateurs traditionnels Bashingantahe et d'autres acteurs clés prennent part aux rencontres d'échange. Ils prennent des engagements pour la protection des droits humains. Certains résultats sont déjà au rendez-vous. Par exemple, la méfiance entre la population et la police, qui avait drastiquement augmenté pendant la crise 2015 a baissé grâce aux échanges.

L'éducation à la citoyenneté se passe aussi pendant les camps des cadres où des centaines de leaders CHIRO sont rassemblées pour échanger et définir leurs stratégies d'action.

Pendant l'éducation à la citoyenneté, CHIRO-Burundi utilise le théâtre forum comme méthode de sensibilisation et de réflexion sur les valeurs, les droits et les devoirs. Pour cela, le projet Amahoro a formé en 2016 à Gitega sa troupe théâtrale « Bungabunga Amahoro ». Cette dernière prépare les pièces théâtrales qui rendent visible les problèmes et conflits dans la société. Au début d'une formation ou d'un autre rassemblement du mouvement, les acteurs et le public suivent la présentation d'une pièce théâtrale. Ils ont ensuite la réflexion braquée sur ce qui se passe au quotidien, des solutions sont générées pour résoudre les problèmes et conflits. Certaines scènes clés sont rejouées, un membre du public peut intervenir et remplacer un acteur ou entre sur scène comme médiateur. Le théâtre est donc une sorte de laboratoire pour ne pas seulement passer des messages, mais aussi pour expérimenter le changement. Une deuxième troupe

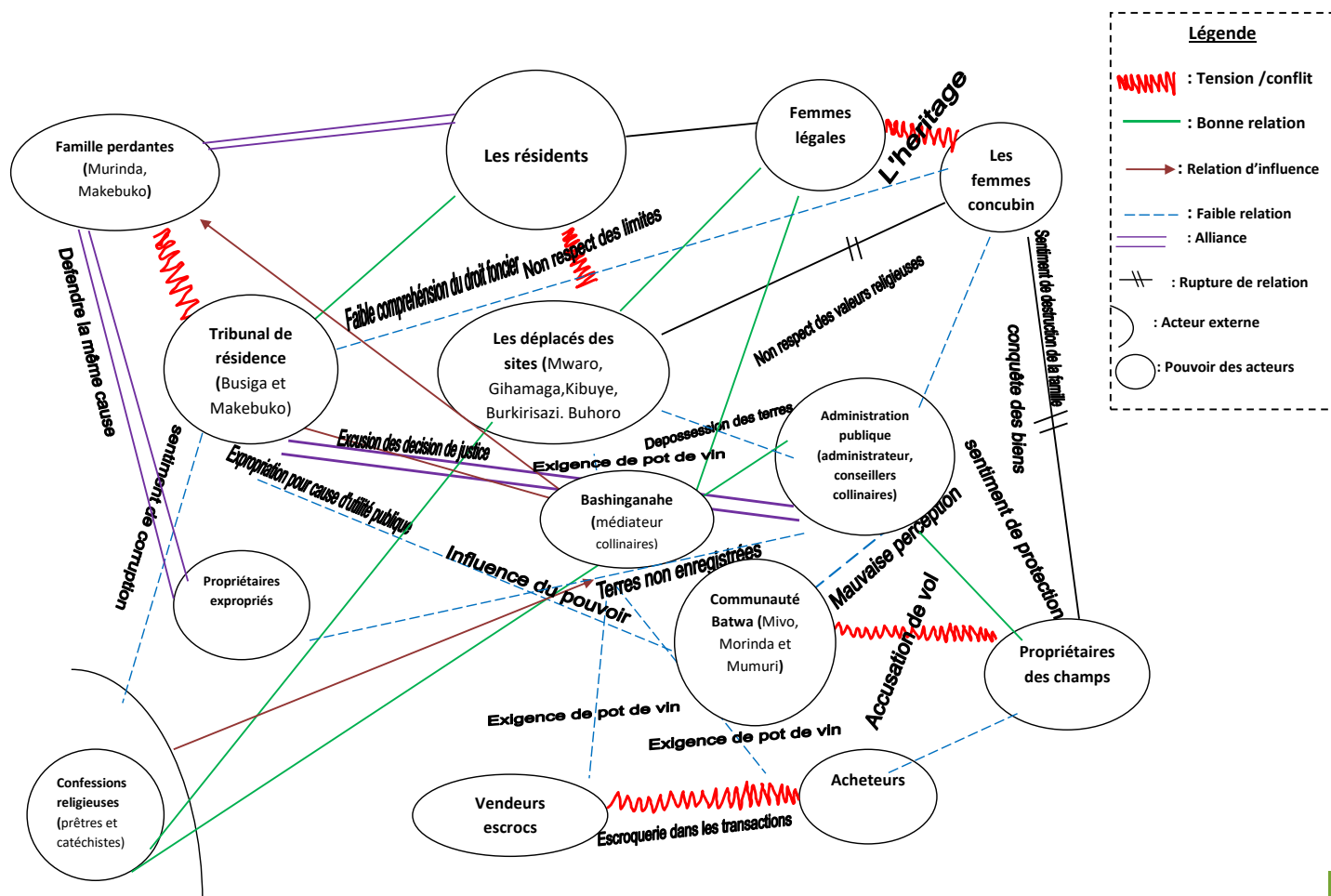
théâtrale a été formée en 2017 en collaboration avec la Commission Diocésaine Justice et Paix à Bururi.

Une initiative de paix et de non-violence : le CPJP de Gitega

En 2016, avec l'appui du projet Amahoro CHIRO-Burundi a mis en place un Centre Polyvalent des Jeunes pour la Paix à Gitega. Le CPJP en sigle a pu se développer dans un centre de formation et d'échange pour les enfants et les jeunes des milieux modestes. Tous les jours un programme des activités occupe les jeunes : danse moderne et traditionnelle, théâtre, karaté, gym tonique, projection de films, travail communautaire, formation et débat sur les valeurs humaines, la protection de l'environnement, la lutte contre le VIH/SIDA... Tous les sujets qui tiennent à la vie humaine y sont les bienvenus. En plus, le CPJP organise un camp de paix pendant les grandes vacances scolaires en juillet/août de chaque année.

De la sorte, le CPJP comble un vide car les jeunes de Gitega ont peu des possibilités de s'occuper. Surtout les jeunes défavorisés se retrouvent souvent sans rien à faire et sombrent dans le vagabond sexuel ainsi que la consommation excessive d'alcool et des stupéfiants. La masse des jeunes chômeurs vit dans la frustration et est facilement manipulable par des politiciens vicieux pour des actions destructives et violentes. Le centre constitue un espace ouvert à tous. Ici, les jeunes et enfants de la rue y trouvent un chez soi qui leur donne un sens à la vie.

Schématisation des acteurs et leurs relations autour des conflits fonciers (régions pastorales Ngozi et Gitega)



L'environnement interne du mouvement CHIRO-Burundi

Forces	Faiblesses
<p>En termes de ressources humaines :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Capacités de mobilisation des membres et d'autres acteurs • La force numérique et le caractère polyvalent de ses membres par rapport à leur profil et secteurs d'activité surtout en milieu rurale • Diversité ethnique, politique, géographique, d'âges... • Présence des membres dans toutes les provinces · L'existence d'un staff compétent assurant la permanence du Bureau national • Détermination et l'engagement des membres du Mouvement CHIRO • Une bonne reconnaissance dans la population • Bénévolat et volontariat des membres dans les diocèses, régions pastorales et paroisses qui appuient le staff • Les aumôniers et les conseillers religieux de plus en plus actifs et dynamiques • Existence d'une vision commune, une charte et des autres textes CHIRO • Des organes légitimes et existence des comités diocésains, paroissiaux et régionaux <p>En termes de ressources matérielles et financières :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Siège social bien équipé (outil informatique, connexion internet, mobilier, etc.) • Soutien des partenaires financières ; existence des contrats de financement à court et moyen terme • Existence d'un Manuel des procédures administratives, comptables et financières • Statuts, reconnaissance juridique et ecclésiastique officielle du mouvement • La disponibilité d'un bureau national opérationnel • Capacités de mobilisation de fonds internes pour les activités dans les paroisses • Cotisations des membres 	<ul style="list-style-type: none"> • En termes de ressources humaines : • Encadrement/coordination/gestion des membres et dysfonctionnement des structures (diocèses, régions pastorales et paroisses) • Désintéressement de certains membres surtout les intellectuels • Insuffisance du personnel • Les cellules thématiques ne fonctionnent pas • Des intentions contraires aux idéaux du Mouvement • Les responsables ne sont parfois pas accessibles • Des membres actifs dans la politique qui utilise le cadre de CHIRO pour faire la propagande • Absence de politique interne sur le genre • Manque de documents de référence pour la contractualisation des volontaires ; critères d'éligibilité parfois non clairs • La coordination nationale et le bureau national ne se réunissent pas régulièrement • Absence de stratégie de communication adaptée · Manque de stratégies internes de renforcement des capacités • En termes de ressources matérielles et financières : • Manque de moyens de transport pour certaines activités • Problème de communication/information • Manque des bureaux au niveau des diocèses • Les moyens matériels qui ne sont pas à la hauteur • Irrégularité dans l'acquittement des cotisations • Faible capacité de mobilisation des fonds dans certains diocèses • Absence de mécanismes d'autofinancement • Absence de stratégie de mobilisation de ressources • Grande dépendance du Mouvement vis-à-vis des bailleurs de fonds • Absence de l'audit interne et externe

L'environnement externe du mouvement CHIRO-Burundi

Opportunités

- La crédibilité et la visibilité du Mouvement
- Bonnes relations avec les structures publiques et religieuses
- Appartenance du Mouvement à d'autres plateformes des Mouvements (FIMCAP, CEAL)
- Existence d'un certain niveau de liberté d'expression
- Des bailleurs intéressés par la vision et la mission du Mouvement ; possibilité d'avoir des partenaires
- Des médias favorables à l'action du Mouvement
- A travers ses discours, le Gouvernement manifeste sa volonté de changer les choses
- Existence d'autres intervenants ayant la même vision et la mission que CHIRO
- Existence d'une politique nationale de genre et promotion des droits humains

Obstacles

- Tendance de certaines autorités publiques à manipuler le Mouvement
- Contexte politique souvent défavorable et tendu
- Peu de partenaires financiers
- Cadre légal défavorable des ASBL
- Une tendance à considérer CHIRO comme une ONG par l'Eglise.
- Réticences de certaines autorités religieuses par rapport aux actions du Mouvement
- Risque de manque de collaboration avec le pouvoir public/ religieux
- Lois restreignant les libertés publiques notamment les organisations de la société civile

Conclusion

CHIRO-Burundi a un grand potentiel pour contribuer au processus de paix et au développement du pays. Les membres sont nombreux, polyvalents, disciplinés et actifs dans toutes les provinces du pays. Ils s'identifient aux valeurs du mouvement. Être membre de CHIRO donne davantage de sens à la vie, surtout aux jeunes défavorisés.

Le projet « Amahoro » offre un appui technique substantiel pour le développement du mouvement. Un plan stratégique a été élaboré, les structures et systèmes du

mouvement mis en place ou renforcés, de nouvelles approches comme le théâtre participatif intégrées. Le CPJP de Gitega forme le corps et l'esprit des jeunes. Mais, le projet reste confronté au défi de garantir la durabilité de ses initiatives, ses structures et ses systèmes.

En plus, le projet doit renforcer la résilience des jeunes pour réduire le potentiel de conflits et de violence, à la veille des élections générales de 2020, une phase cruciale pour l'avenir du Burundi !



Les Chiros s'engagent pour la paix

La Dynamique Locale de Paix, pilier de la cohésion sociale

Avec les structures locales de paix initiées pour la mise en œuvre du projet « Tujenge Pamoja », l'ONG Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) règle pacifiquement des conflits communautaires dans le Territoire de Fizi, au Sud-Kivu en RD Congo. Il s'agit essentiellement des cas de justice populaire sur fond de sorcellerie, la méfiance entre les résidents et les réfugiés burundais, les conflits fonciers entre les agriculteurs ainsi que les clivages entre les Bafuliïro et les Babembe.



Séance de médiation d'une DLP à Makobola

La Dynamique Locale de Paix (DLP) est une structure composée par des hommes et des femmes des couches sociales différentes, entre autres des autorités administratives et coutumières locales, des animateurs des organisations membres de la société civile, des femmes et des jeunes, des religieux, des agriculteurs et des réfugiés.

Le projet collaboratif « Tujenge Pamoja » mis en œuvre par SVH en partenariat avec EIRENE Grands Lacs depuis 2015 intervient principalement par le truchement des DLP. Ces dernières promeuvent la culture de paix et de non-violence au sein des communautés.

La DLP constitue un outil indispensable pour promouvoir l'inclusion, la participation de différentes couches sociales dans la construction de la paix et de la cohésion socio-communautaire. En plus, elle sert de cadre de référence pour la prévention, la gestion non-violente des conflits, la prise en compte du genre et la défense des droits humains en lien avec la dignité humaine au sein des communautés.

La DLP est mise à contribution comme cadre d'analyse et de concertation, d'échange sur les défis de paix communautaire, de traitement des problèmes communautaires, de règlement des conflits intra ou intercommunautaires, de recherche d'harmonie dans la société, un espace de dialogue, de culture de paix et de non-violence et de promotion de l'approche équité de genre.

Par rapport à la situation initiale, certains succès sont devenus visibles au bout des quatre années du projet. SVH avait réalisé en 2014 une étude sur quatre foyers de tension dans le territoire de Fizi pour mieux comprendre les dynamiques conflictuelles locales (identification des acteurs et leurs relations, les intérêts et enjeux, les conséquences, etc.). C'était avec l'appui d'EIRENE Grands Lacs.

La conclusion de cette étude enrichie par les contributions des acteurs clés (autorités locales, organisations membres de la société civile, femmes, jeunes, agriculteurs, orpailleurs artisanaux, éleveurs) a montré la nécessité de créer des structures locales de paix. L'idée des Dynamique Locale de Paix (DLP) est ainsi née.



Réconciliation entre deux familles en conflit

Les Babembe et les Bafuliiru font la paix

A Mboko, la DLP a conduit un long processus de conscientisation des acteurs clés Bembe et Fuliiru à s'écarter de la violence. Le projet Tujenge Pamoja a amené les acteurs clés à accepter de se rencontrer régulièrement et de mettre en place une structure traditionnelle mixte Bembe-Fuliiru appelée « Barza intercommunautaire ».

« Nous étions souvent sollicités par les leaders Bembe-Fuliiru pour les départager en cas de conflits. Ce n'était pas facile. Mais, la DLP, avec l'appui du Barza nous donne du souffle. », explique Patrick Mkeyo, secrétaire du groupe de Babungwe-Nord.

Les jeunes de deux communautés ont en plus accepté de former un comité unique et inclusif des jeunes Bembe-Bafuliiru à Kabondozi. Le Barza et le comité de jeunes ont pu résoudre des conflits entre des membres de deux communautés.

« C'est positif pour le moment. Les jeunes de la communauté Bembe et nous faisons du travail ensemble. », témoigne Makegeta Tekera, jeune leader de la communauté Fuliiru.

Des réfugiés, comme chez eux...

A Lusenda, la relation entre les résidents et les réfugiés burundais se porte aussi mieux qu'avant, toujours grâce à la DLP. C'est pourquoi, dix représentants des réfugiés ont été intégrés dans la DLP et un dialogue permanent entre la communauté d'accueil et les réfugiés mis en place pour identifier les conflits et intervenir tôt. Ainsi, depuis 2016, il n'y a plus de manifestations contre les réfugiés. En plus, des initiatives pour un travail commun ont été établies et des champs à cultiver mis à disposition des réfugiés vulnérables.

« Malgré les résistances liées aux perceptions négatives sur les réfugiés burundais, la DLP a finalement mené des échanges francs avec les uns et les autres. Actuellement, elle est composée par 36 membres dont 10 représentants des réfugiés. Leurs idées en tant que tel dans le débat sont prises en compte par les autres membres. », évalue Tenge-

neza Wabikwa, modératrice adjointe de la DLP Lusenda.

À Makobola, le projet a contribué au renforcement des relations entre certains jeunes violents, les notables et les policiers et les militaires pour lutter contre la justice populaire. Le projet appuie un conseil local de sécurité qui discute régulièrement les questions de paix et des droits humains, et qui a réconcilié plusieurs familles en conflit.

La DLP à Kitete-Sikumwa a amélioré la relation entre les chefs des quartiers, les agriculteurs et les deux chefs des groupements Basimukuma-Sud et Balala-Sud. Certaines personnes avec des points de vue radicalement opposés ont pu s'ouvrir les uns aux autres et changer leurs attitudes et comportements. Les agriculteurs en conflit autour des terres arables ont commencé à échanger sur des dynamiques conflictuelles et les possibilités de gestion non-violente de ces dernières. Depuis 2016, les actes de violence autour des conflits fonciers se sont sensiblement réduits. La DLP y a été pour beaucoup.

Une plaque tournante pour le règlement des conflits

Les réunions sont l'un des mécanismes importants de travail d'une DLP. En principe, chaque semaine, le comité directeur d'une DLP tient sa propre réunion avant d'organiser une grande réunion en Assemblée Générale avec tous les membres. Au cours de ces réunions mensuelles, les membres de la DLP se partagent mutuellement diverses informations sur l'identification des conflits et des cas des violences, sur les interventions et les résultats des différentes interventions et sur les activités planifiées.

À part des réunions hebdomadaires et mensuelles, les membres de la DLP organisent une rencontre annuelle qui sert comme cadre d'évaluation annuelle et pour définir des stratégies spécifiques. Au début de chaque année, la DLP élabore sa feuille de route. Il s'agit d'une planification annuelle composée des objectifs, les approches et les actions planifiées en fonction des priorités. Après son élaboration, la feuille de route est opérationnalisée par l'exécution des activités planifiées.

La troisième étape décisive reste le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la feuille de route. Après la définition et l'exécution d'une initiative, il ressort des recommandations et engagements pris par différents acteurs. Enfin, des évaluations ponctuelles aident à réajuster les stratégies.

Les animateurs du projet Tujenge Pamoja accompagnent les DLP. Ils sont intégrés au sein des communautés. Ils vivent avec elles. Ils sont régulièrement informés des dynamiques locales diverses. À leur tour, ils rapportent au chef de projet. Toutes les communications du projet envers les groupes cibles passent par les animateurs. Ces derniers travaillent avec les autorités locales. Au lieu d'imposer des idées à une communauté, les structures et leaders locaux deviennent les agents du changement. Ainsi, la durabilité est garantie !

Evariste Mfaume

Directeur Exécutif de SVH



Programme culturel pour réfugiés et résidents à Lusenda

Agir sur des foyers de tension

L'organisation non-gouvernementale « Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » (SVH) existe depuis 2003. Elle est basée à Baraka, territoire de Fizi, un des 8 territoires qui composent la province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. Plus d'une décennie, le territoire de Fizi est le théâtre des conflits parfois violents provoquant un environnement politique instable et un marasme socio-économique vers une pauvreté sans nom. Le territoire de Fizi est connu pour avoir échappé au contrôle du gouvernement et avoir hébergé des différents groupes de rebelles depuis l'indépendance du pays en 1960 jusqu'à aujourd'hui. Le territoire accueille aussi des réfugiés burundais en temps de crise dans le pays voisin.

La cohabitation entre les communautés à Fizi est mise à mal par les divergences autour de l'exploitation des minerais, de la manipulation identitaire, de la course au pouvoir politique et coutumier, d'une culture de méfiance et de la justice populaire surtout sur fond de sorcellerie. La somme de toutes ces préoccupations fragilise davantage le tissu social.

SVH est focalisée sur trois domaines spécifiques à savoir : la paix, la sécurité et la transformation des conflits, la promotion et la défense des droits humains, la bonne gouvernance des ressources naturelles.

Cette ONG locale met également l'accent sur la parti-

icipation et l'inclusivité des acteurs stratégiques sur le terrain : les membres des communautés, les structures de dialogue et de concertation, les autorités administratives et coutumières, les initiatives de femmes & des jeunes, les associations des réfugiés, des déplacés ou des retournés. Pour y arriver, elle utilise la recherche-action participative, le renforcement des capacités, l'échange d'expériences, la mobilisation communautaire, l'accompagnement et le plaidoyer, avec le genre comme thème transversal. La stratégie inclut la création des synergies avec d'autres organisations sur le terrain comme par exemple la Commission Nationale des Réfugiés (CNR).

Depuis 2014, SVH exécute le projet Tujenge Pamoja, en partenariat avec EIRENE Grands Lacs. Le projet renforce les capacités des acteurs clés afin que ces derniers s'engagent pour une culture de paix et non-violence. Elle a formé quatre initiatives locales appelées « Dynamiques Locales de Paix (DLP) ». Les membres des DLP représentent de différentes couches sociales à Makobola, Mboko, Lusenda et Kitete-Sikutumwa-Mulongwe. Parmi eux figurent les autorités locales (administratives et coutumières), leaders communautaires (jeunes, femmes, religieux, agriculteurs, éleveurs, ...) et les représentantes de réfugiés burundais (à Lusenda et Kitete-Sikutumwa).



Dans le cadre du projet Tujenge Pamoja, les DLP agissent sur quatre foyers de tensions :

- Le conflit entre les chefs des groupements Bala-la-Sud et Basimukuma-Sud autour de la gestion et contrôle des terres arables à Kitete-Sikutumwa.
- Les dynamiques conflictuelles autour de la justice populaire contre les présumés « sorciers » à Mboko, Lusenda et Makobola.
- Le conflit entre les communautés Babembe et Bafuliiro autour d'exploitation foncière à Mboko.
- La cohabitation difficile entre résidents et réfugiés burundais à Lusenda et à Mulongwe (Kitete-Sikutumwa). Certains résidents perçoivent les réfugiés comme étant bénéficiaires de l'action d'expropriation injuste de leurs champs et sans contrepartie.

Les forces et les atouts de l'approche « DLP »

La grande force est l'appropriation de la DLP par la communauté. Après quatre ans du projet, les DLP sont devenues comme des institutions dans leur localité. La considération des plusieurs couches sociales et l'intégration des femmes (36 sur 76 membres) a créé une forte acceptation dans la population. Les membres travaillent dans les écoles, les centres de santé, l'administration ou dans les organisations de la société civile et d'autres s'occupent de leurs propres initiatives (champs, petit commerce,...). Cela crée un lien

automatique avec des autres structures sur place.

Certains leaders communautaires et autorités ont été intégrés et sont devenues des piliers. Par exemple, les autorités ont donné les terres arables aux DLP pour des champs intercommunautaires de paix. La DLP valorise le volontariat. Leurs membres sont très motivés par l'envie de vouloir changer des choses. Les DLPs sont aussi devenues des groupes de solidarité. Les membres partagent les événements heureux et malheureux, et s'appuient de que possible.

Des faiblesses et des obstacles aussi...

Souvent, de petits groupes basés sur les affinités interpersonnelles se sont créés. Parfois, les personnes avec plus d'expérience dans le monde associatif dominant. Une autre difficulté est de trouver un endroit entre autres pour des séances d'interrogation des victimes de violence et pour faire la médiation. Le déplacement pour faire des visites des familles en conflit pose souvent un problème.

Un autre obstacle est la non-sécurisation des sources lors de la dénonciation et le suivi des auteurs présumés des actes des violences sexuelles.

A Nundu et à Makobola, la politisation des conflits des pouvoirs coutumiers par les chefs de secteur de Tanganyika et de groupement de Babungwe-Nord cause des tensions.

Le changement est possible : l'exemple de Petro Fikiri

« Depuis 2013, le conflit entre Basimukuma-Sud et Bala-la-Sud a resurgi à Kitete et à Sikutumwa. Moi, j'étais l'un des chefs de cellules. J'étais proche du chef du quartier Sikutumwa depuis 2005. Dans cette fonction, j'étais au courant de tout ce qui se développait autour de ce conflit qui a touché tout le monde, y compris moi-même ... ».

Petro Fikiri arrête pour un moment, l'air pensif, puis il continue à voix basse « Je suis parvenu à faire arrêter trois membres de la communauté de Kitete qui venaient chercher du bois de chauffage à Sikutumwa en Juin 2014. J'ai chassé certains agriculteurs de Kitete pour lesquels les champs se trouvaient à Sikutumwa. En 2015, j'ai ordonné aux agriculteurs de Sikutumwa de détruire les champs des agriculteurs de Kitete. » Il regarde autour de lui et baise la tête. « J'ai participé moi-même à la destruction des champs. » Il raconte qu'après, il avait eu peur des représailles et a évité de rentrer à Kitete ou de parler aux gens de là-bas.

Ce père de 9 enfants a 39 ans révolus. Depuis sa jeunesse, il avait une haine viscérale contre les gens de Kitete. « J'étais très brutal et rancunier. J'acceptais rarement les conseils quand je me fâchais. Mes actes m'ont placé parmi les tireurs locaux des ficèles du côté de Basimukuma-Sud bien que je ne sois pas natif de cette entité coutumière ». Mon église a essayé

de changer mon comportement agressif, mais sans succès.

« En 2017, j'ai été identifié par SVH pour participer avec mes ennemis de Kitete à une activité du 08 Mars, journée internationale des droits de la femme. C'était très dur pour moi. ... J'étais entre le marteau et l'enclume. ... c'était pour la première fois depuis des années que j'étais face à face avec des gens de Kitete. »

En 2017, Petro Fikiri était désigné comme membre de la DLP. Les échanges sur la paix et la cohésion sociale l'ont poussé à se réconcilier avec les gens de Kitete. « J'ai timidement et avec beaucoup de méfiance commencé à échanger avec les membres de la DLP habitant à Kitete. Aujourd'hui, ils sont devenus mes proches alliés. Nous cultivons ensemble notre champ communautaire de patates douces. »

Les bonnes pratiques de partager ensemble une table sont renouvelées. C'était une perte énorme du point de vue culturel. « Actuellement, j'aborde sans peur les gens de Kitete, je mange avec eux...ce sont mes frères et sœurs. »

Petro Fikiri est devenu mobilisateur des autres. En 2018, il a été parmi les membres de la DLP positionnés pour suivre un conflit localement. « Je le fais avec grand cœur et je suis très fier de ça. Seul l'engagement libre... »



Petro Fikiri à Sikutumwa

Conclusion

Les Dynamiques Locales de Paix (DLP) initiées par l'ONG Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) dans le cadre de son projet « Tujenge Pamoja » a mis en place depuis 04 ans des cadres de dialogue autour des conflits. Cela donne des résultats. Ainsi, les clivages entre les réfugiés burundais et les résidents de Lusenda autour de la concurrence sur le bois de chauffage et l'accès à la terre arable s'estompent. L'approche DLP a également permis de rapprocher les communautés Babembe et Bafuliuro et la valorisation de l'image de la femme.

Ainsi, SVH participe aux efforts pour rétablir la paix, l'établissement de la cohabitation pacifique entre les communautés et le développement durable. En outre, elle prête main-forte aux groupes de travail établis par les acteurs humanitaires pour aider les rapatriés et les déplacés.



Lors du théâtre participatif à Lusenda

Un journalisme de paix pour booster la cohésion sociale

De 2015 à 2018, le projet transversal « Médias et Paix » mis en œuvre par la Maison de la Presse du Burundi a créé une dynamique de dialogue, même sur les sujets conflictuels qui fâchent. Pour cela, ses approches de formation, coaching in-situ, débats publics radio, théâtre participatif et mise en réseau des journalistes et des médias ont été exploitées. Mais, faut-il encore consolider et fructifier les acquis !



Journalistes congolais et burundais lors d'une formation JSC

Pour avoir été formé sur le journalisme online sensible aux conflits par le projet « Médias et Paix » et la Deutsche Welle Akademie (DWA), j'ai intégré le pool de formateurs du Centre de Formation des Médias (CFM). En plus, je suis devenu point focal en journalisme sensible aux conflits dans mon journal. Les collègues, surtout jeunes et non suffisamment expérimentés me demandent souvent des conseils ou la relecture de leurs articles sur les sujets conflictuels. Je pense aussi que l'expérience acquise grâce au projet aurait joué dans ma promotion », se réjouit Abbas Mbazumutima, Rédacteur en Chef au Groupe de Presse « Iwacu » au Burundi.

De son côté, Pacifique Cubahiro, journaliste de la radio « Isanganiro » (Burundi) dit avoir appris à mieux conduire des débats publics radio sur des sujets conflictuels. Après avoir animé ou co-animé 6 débats organisés par le projet depuis 2016, il s'est vu titulariser comme animateur de l'émission politique « Mosaique » diffusée en direct tous les samedis de 08h à 09h sur sa radio. « J'ai appris à domestiquer mon propre tempérament, même quand j'ai affaire à des invités arrogants ou manipulateurs. Par exemple, un invité a une fois appelé la coalition des opposants politiques « Amizero y'Abarundi » (Espoir des Burundais) des « Amis zéro y'Abarundi ». Bien évidemment, cela a énervé l'invité du camp adverse. Mais, j'ai

gardé le sang-froid et rappelé la bonne prononciation », se souvient-il.

Thomson Undji, Chef des Programmes chez Radio Tanganyika Espoir des Opprimés (RTEO) en RD Congo ne tarit pas d'éloge pour Pacifique Cubahiro. Pour avoir bénéficié de son coaching in-situ en 2018, il se dit capable de réaliser de bonnes émissions sur des sujets conflictuels, avec un bon angle et un conducteur. « Auparavant, je faisais tout par improvisation », explique-t-il.

Un transfert de compétences

Machozi Muloko, journaliste à la radio Muungano (Territoire de Fizi/Sud-Kivu) dit avoir beaucoup bénéficié de la formation sur le Journalisme Sensible aux Conflits (JSC) organisée par le projet. « Depuis que j'ai été formée, mes émissions sont appréciées par notre partenaire Search For Common Ground (SFCG) et dispatchées par cette organisation à travers toute la RD Congo auprès de ses radios partenaires. Elles servent d'outils de sensibilisation sur la gestion des conflits dans le pays. En plus, j'ai été retenue comme point focal par SFCG et La Benevolencija sur la gestion des conflits, grâce à mon intérêt pour le journalisme de paix », explique-t-elle.



Machozi Muloko (à droite) lors d'une interview à Katanga-Malinde

Même les radios surtout communautaires du Burundi et du Sud-Kivu en RD Congo se frottent les mains. Au total, 78 de leurs journalistes ont été formés sur le JSC, trois radios et un journal reçu un coaching in-situ, avec une production guidée des émissions et reportages sur des conflits. L'essentiel des journalistes sont issus des radios qui collaborent déjà avec les partenaires du programme régional (CHIRO-Burundi, OGP de Bukavu ainsi que SVH de Baraka).

Pour les journalistes burundais, la formation et le coaching in-situ auront permis de faire un « feed-back » et réfléchir sur les erreurs professionnelles commises surtout lors de la crise politique et électorale de 2015 et penser comment rectifier le tir lors des élections générales de 2020.

Le projet a aussi organisé un cadre d'échange entre les journalistes congolais de la radio Maendeleo de Bukavu et ceux de la radio Isanganiro du Burundi autour d'un magazine conjoint nommé « Ukweli » (« La vérité ») sur des sujets conflictuels communs ou transversaux. De leur côté, les journalistes des journaux « Iwacu » du Burundi et « Le Souverain Libre » de Bukavu ont été mis en réseau autour de la production des articles sur des sujets conflictuels communs ou transversaux. Cet échange a permis un transfert mutuel de compétences et une meilleure compréhension du contexte régional fort influencé par des conflits.

Le théâtre participatif a été également exploité comme une approche médiatique « alternative » sur des sujets conflictuels, pour accorder la parole aux couches de la population parfois défavorisées. Les organisations partenaires s'en servent comme un outil de sensibilisation auprès de leurs groupes cible. Les radios communautaires trouvent de la matière pour leurs reportages et émissions, pendant les programmes de théâtre participatif.

Aller de l'avant...

Grâce au projet « Médias et Paix », le Centre de Formation des Médias (CFM) de la Maison de la Presse s'est renforcé et modernisé. Il tourne avec un pool de 20 formateurs certifiés et opérationnels sur des thématiques variées. Ils se réunissent régulièrement et sont sollicités pour des formations du projet et des autres partenaires, même pour des formations organisées en dehors de la Maison de la Presse.

Le manuel de formation a été adapté et actualisé avec l'intégration de nouveaux modules, notamment la communication non-violente, le journalisme d'investigation, le journalisme sensible au traumatisme, le journalisme des droits humains, le mobile reporting et web-journalisme, le théâtre participatif et l'écriture pour le cinéma documentaire. Le manuel de formation est la seule référence pédagogique pour toutes les formations qui sont organisées à la Maison de la Presse.

La création de deux troupes théâtrales pour CHIRO-Burundi à Gitega et Bururi ainsi que le développement de trois pièces de théâtre forum ont notamment permis de mettre en exergue le poids de la violence auprès des femmes, des conflits fonciers ainsi que les défis liés à la résilience des jeunes pour la paix. La nouvelle méthode du théâtre participatif (ou théâtre forum) est devenue populaire au sein du mouvement.

Quant à la formation d'une troupe théâtrale de SVH avec des acteurs burundais exilés à Lusenda et des résidents congolais, elle a permis de développer une pièce de théâtre participatif sur la cohabitation entre ces deux communautés. Du coup, après les présentations, la méfiance entre ces deux communautés ainsi que la concurrence sur le bois de chauffage se sont un peu estompées.

Ainsi, le projet transversal « Médias et Paix » a accompagné CHIRO-Burundi et SVH avec le théâtre participatif comme nouvelle approche. Cette dernière se prête mieux aux communautés rurales ciblées par les deux organisations. Elle permet aux populations de s'exprimer vivement et librement sur des conflits qui les tiennent à cœur et de penser ensemble des voies et moyens de les régler sans recourir à la violence. Des atouts à consolider pour un avenir plus prometteur !

Nestor Ntiranyibagira

Directeur de la Maison de la Presse du Burundi



Débat public radio à Bubanza

Evolution du projet dans le temps

Lancé en 2015 pour 04 ans, tout comme les trois autres projets du programme régional « EIRENE Grands Lacs », le projet « Médias et Paix » a été frappé de plein fouet par la crise politique et électorale qui a éclaté au Burundi depuis le 26 avril 2015. Cette dernière a déstabilisé le gros des groupes cibles du projet : le Centre de Formation des Médias (CFM) et la plupart des radios partenaires (Isanganiro, Bonesha FM, RPA et Radio-Télévision Renaissance). Ces dernières ont été détruites par un commando non encore identifié, dans la foulée d'un Coup d'Etat avorté (le 14 mai 2015) puis officiellement fermées sur ordre du Conseil National de la Communication (CNC).

En plus, durant cette même période, la Chargée du Projet et l'Assistante Technique ont quitté le projet. C'est pourquoi, le projet s'est doté d'un nouveau personnel depuis 2016 et a été obligé de réorienter sa vision et sa planification stratégique pour s'ajuster à la nouvelle donne. Ainsi, il est devenu une composante transversale au sein des autres projets du programme, avec l'intégration de nouvelles approches telles que la création d'un réseau d'échange régional d'informations, le théâtre participatif comme genre médiatique interactif sur des sujets

conflictuels et l'accompagnement des partenaires du programme sur l'utilisation des approches médiatiques (films documentaires, bulletin d'information, reportages d'investigation, émissions radio).

Par ailleurs, certaines approches maintenues ont été réorientées pour s'adapter à l'esprit de transversalité. Ainsi par exemple, l'émission radiophonique « débat décentralisé » porte sur des thématiques des projets partenaires et prend la version « en direct du village » au Sud-Kivu/RD Congo et avec des centres d'écoute dans le contexte burundais. Même les formations et le coaching in-situ sur le Journalisme Sensible aux Conflits (JSC) ciblent en priorité les médias et les journalistes (surtout des radios communautaires, de proximité) en lien avec les organisations partenaires du programme.

La nouvelle stratégie a été harmonisée avec les trois autres projets du programme. Les partenaires SVH, OGP et CHIRO-Burundi se sont approprié les approches médias.

En partenariat avec la DWA, le projet a aussi organisé des sessions de formation sur le journalisme online sensible



aux conflits à Entebbe en Ouganda. Cette formation a vu la participation des journalistes exilés et ceux restés au pays. Cela a permis de réduire les clivages et la méfiance entre les deux groupes (ceux restés aux pays taxés de pro-gouvernementaux, ceux en exil d'opposants).

Des facteurs diviseurs pour notre stratégie

Les relations sont parfois tendues entre les journalistes (et les médias) et les pouvoirs publics au Burundi ou avec le Conseil National de la Communication (CNC). La Maison de la Presse, par le truchement du projet « Médias et Paix » a mis en œuvre des activités de rapprochement, des cadres de dialogue comme les débats publics radio surtout lors la célébration de la journée internationale de liberté de la presse (03 mai).

La bipolarisation et les clivages entre les journalistes restés au pays (considérés comme proches du pouvoir) et ceux en exil (considérés comme proches de l'opposition politique en exil) depuis l'éclatement de la crise politique et électorale de 2015 (même les informations diffusées sont souvent bipolarisées) ; la destruction de certains médias indépendants ainsi que leur interdiction de fonctionner et des mandats d'arrêts internationaux émis contre leurs responsables. Trois formations sur le journalisme online sensible aux conflits organisées à

Entebbe en Ouganda en partenariat avec la DWA ont permis de « briser la glace » et réduire la méfiance entre les journalistes exilés et ceux restés au pays.

La conjoncture économique difficile influe sur les médias. Ces derniers sont incapables de prendre en charge une partie (déplacement, communication) des formations organisées par le projet et attendent une prise en charge totale des formations et du coaching in-situ. Mais, les médias et les journalistes apprécient le partenariat avec le projet.

Dans l'ensemble, au Burundi et en RD Congo, les journalistes sont perçus comme des gens qui montrent seulement « ce qui ne va pas », au risque de décourager ou alors comme des politiciens déguisés. Cela ternit en quelque sorte leur image car leur rôle est d'informer surtout sur les défis réels des communautés en vue d'un changement positif de comportements.

Beaucoup de Burundais et congolais ont été confrontés à la violence, dont certains journalistes. Les événements traumatisants ont laissé des traces indélébiles. Pour quelques journalistes traumatisés, il est difficile de continuer à exercer le métier sans peur ou de gérer le traumatisme secondaire. Pour les appuyer, le projet a intégré dans les formations un module sur la sensibilité au traumatisme et la gestion du traumatisme secondaire.

Un psychologue expert en trauma a intégré le pool de formateurs et travaille avec les participants aux formations en JSC. Il leur explique l'essentiel du traumatisme et son incidence sur le travail journalistique, récolte leurs témoignages et répond à leurs interrogations.

Des facteurs connecteurs qui avantagent le projet

La Maison de la Presse a le statut d'organisation faitière regroupant des Organisations des Professionnels des Médias (OPM). Les formations sur le JSC ainsi que l'échange régional entre les journalistes burundais et congolais autour des articles et émissions conjoints sur des sujets communs ou transversaux renforce les liens de solidarité et l'échange d'expériences. Les journalistes en profitent pour échanger aussi sur les contextes respectifs. La Maison de la Presse a consolidé ce statut avec notamment des réunions avec les responsables des Organisations des Professionnels des Médias (OPM) et le renforcement du CFM (adaptation des outils pédagogiques, actualisation de la liste des membres du pool de formateurs,...).

La Maison de la Presse est restée un cadre d'échange entre les journalistes, un lieu de formation sur les fondamentaux du journalisme et des thématiques de spécialisation (JSC, journalisme d'investigation et des droits humains, journalisme sensible au traumatisme, traitement des questions judiciaires, de genre,...) via le Centre de Formation des Médias (CFM) et son pool de formateurs.

La collaboration avec les organes de régulation et d'autorégulation des médias : Conseil National de la Com-

munication (CNC, organe constitutionnel de régulation des médias au Burundi) et Observatoire de la Presse Burundaise (OPB, tribunal des pairs, organe d'autorégulation veillant sur le respect des principes éthiques et déontologiques par les journalistes et les médias). La relation avec les responsables du CNC a été maintenue. Le président dudit conseil a régulièrement répondu aux invitations de la Maison de la Presse notamment pour des conférences en rapport avec la situation des journalistes et des médias et la sécurité de ces derniers surtout en période électorale.

La population surtout en milieu rural en RD Congo et au Burundi est souvent peu ou mal informée. Les besoins d'avoir des informations correctes et en temps réel sont considérables. La radio communautaire reste un moyen principal d'informer, surtout dans les territoires éloignés comme Fizi en RDC et à l'intérieur du Burundi. C'est pourquoi, les formations et le coaching in-situ sur le JSC ont particulièrement ciblé les journalistes de ces radios de proximité.

La liberté de la presse était très avancée au Burundi avant la crise de 2015. Les médias du Burundi étaient vus comme les plus avancés de la région des Grands Lacs. Avec la « synergie des médias » initiée depuis les élections générales de 2005, les journalistes burundais ont conquis leurs lettres de noblesse. Leur expertise a été sollicitée durant les années qui ont suivi, sur l'ensemble du continent africain. Cette pensée selon laquelle la plupart des journalistes burundais sont indépendants et professionnels existe encore chez beaucoup des personnes. La crise de 2015 et les défis qu'elle a occasionnés sont souvent considérés comme un simple « accident de parcours ».



Débat « en direct du village » à Makobola

Messages éthiques implicites positifs et négatifs

Dans la logique de « ne pas nuire », nous avons identifié les « messages implicites » transmis par le projet. Cela veut dire la façon dont nous pensons être perçus par l'extérieur. Nous allons développer des actions stratégiques pour transformer les perceptions négatives et profiter davantage des perceptions positives.

Quelques messages éthiques implicites positifs envoyés par le projet:

- a) La capacité locale de donner des formations de qualité existe à la Maison de la Presse (contenus et approches pédagogiques). Ce n'est pas nécessaire d'avoir des formateurs venant de l'étranger ou de payer des formations chères ailleurs ;
- b) Il existe encore un espace pour débattre et dialoguer ouvertement sur les sujets sociopolitiques sensibles à Bujumbura ainsi qu'à l'intérieur du Burundi ;
- c) La Maison de la Presse est une structure apolitique et neutre, une diversité de pensées y est la bienvenue. La Maison de la Presse reste ouverte pour tous les journalistes et s'engage pour la solidarité professionnelle ;
- d) L'échange constructif entre les journalistes burundais en exil et ceux restés au pays est possible, malgré toutes les différences, les clivages et la méfiance née de la crise de 2015 ;

Quelques messages éthiques implicites négatifs :

- a) Le pool de formateurs du CFM n'a pas encore intégré des formateurs congolais. Il y a risque de croire que les journalistes burundais sont les mieux qualifiés et les plus compétents ;
- b) Il y a peu des formatrices dans le pool de formateurs du CFM. Cela peut donner l'image que les femmes journalistes sont moins capables de former.
- c) Les grands débats publics radio sur des sujets conflictuels sont organisés et diffusés sur de grandes radios comme radio Maendeleo en ED Congo et radio Isanganiro au Burundi. Cela risque de porter à croire que les radios communautaires (de proximité) n'en sont pas capables ;
- d) La Maison de la Presse n'a pas encore pu faire un plaidoyer efficace pour la réouverture des trois médias fermés : Bonesha FM, RPA et Radiotélévision Renaissance. Cela porte le risque que leurs anciens journalistes se sentent abandonnés.

Conclusion

Durant ces 04 dernières années et grâce au projet transversal « Médias et Paix », la Maison de la Presse du Burundi a renforcé les capacités des journalistes autour d'un journalisme de paix et des formats interactifs sur des sujets conflictuels. Les bénéficiaires sont essentiellement des médias communautaires du Burundi et du Sud-Kivu. Les approches du projet seront davantage exploitées avec le nouveau programme Transformation Alternative des Conflits - Transparence et Initiatives Communautaires (TAC-TIC) mis en œuvre jusqu'en 2021.

Cela permettra notamment de faire face aux défis imposés aux journalistes par la crise politique et électorale de 2015 et de pouvoir contribuer à des élections apaisées en 2020. Les journalistes, les médias et les Organisations des Professionnels des Médias (OPM) devraient en tirer le meilleur profit.



Débat « en direct du village » à Mukungwe

Des fora communautaires pour la paix et le développement

Avec les fora communautaires, le projet « Economie de paix » mis en œuvre par l'Observatoire Gouvernance et Paix (OGP) est intervenu durant quatre ans dans les territoires de Walungu et de Mwenga au Sud-Kivu en République Démocratique du Congo (RDC). Cela a permis de réduire la fraude minière et contribué à la bonne gouvernance et au développement communautaire.



Orpailleurs à Condo

Le projet « Economie de paix » a développé le concept « forum communautaire ». Un forum communautaire est une structure communautaire, apolitique, non confessionnelle et inclusive regroupant des membres de différents villages autour d'un site minier. Ses membres sont élus démocratiquement par la communauté. Le forum est supervisé par un modérateur élu aussi. L'objectif du projet est que chaque village autour des sites miniers à Walungu et Mwenga ait son forum communautaire. Les membres des fora communautaires des villages élisent à leur tour des représentants de chaque village pour constituer ainsi le forum communautaire site avec un modérateur de ce dernier.

Le projet mène un accompagnement de proximité des fora communautaires, le plaidoyer et l'animation des ateliers d'échange sur des thématiques données. Il appuie également les autorités politico-administratives dans la réactualisation et la mise en œuvre des plans locaux de développement. Les médias sont utilisés pour sensibiliser la population et renforcer le dialogue sur la gestion transparente des minerais.

Un changement à 360 degrés

Lwango Fimbo Saba, Commandant de la Police Nationale de Mulamba/ Karhwa ne serait pas non plus devenu ce qu'il est, n'eût-été le concours du projet. Au départ, il faisait partie d'un groupe rebelle. Ce dernier se livrait à des exactions de tout genre : pillages, arrestations arbitraires, ...

« Après ma carrière de rebelle je suis entré dans la Police Nationale Congolaise, mais mes habitudes n'ont pas changé d'un iota. La corruption, les amendes illégales et exorbitantes surtout sur les exploitants miniers, les arrestations arbitraires, ... étaient pour moi une source des revenus. Or, en tant qu'Officier de Police Judiciaire (OPJ), je ne devais m'occuper que du traitement des dossiers pénaux », reconnaît-il.

Lwango Fimbo Saba était invité de participer dans les ateliers organisés par le projet sur la gestion non-violente des conflits. D'abord très hésitant, il a petite à petite changé son comportement.

« Les débats dans le groupe m'ont ouvert les yeux. J'ai vu que la communauté ne me laisse pas tomber malgré mon passé. Elle me fait confiance de pouvoir contribuer à la cohésion sociale. Du coup, j'ai commencé à regretter mon passé violent. Maintenant, il me faut prouver à tout le monde que je mérite cette confiance. », dit-il.

Fin 2016, le Gouvernement Provincial a gratifié les éléments exemplaires de la police et de l'armée, eu égard à leur façon de travailler et de vivre dans en communauté. Le tri se faisait sur base des témoignages fournis par des organisations de la société civile. Lwango Fimbo Saba était retenu comme le policier modèle sur tout le territoire de Walungu !

Le projet a également aidé Wabiwa Witakenge, chef-taine du sous-groupement de Luntukulu et membre du forum communautaire Site de Namadava. Elle avait du mal à galvaniser ses administrés autour des travaux d'entretien routier. Or, Luntukulu est une entité enclavée et seule la route la reliant à Chaminyago permet à la population d'accéder aux produits de première nécessité. « Grâce au travail de collecte des données réalisé par un expert recruté par le projet et les membres du forum communautaire, la population a pris conscience que l'entretien de la route constitue une priorité. Depuis lors, les habitants de Luntukulu et les chefs des villages entretiennent régulièrement cette route sans y être contraints par les policiers ou les militaires », se réjouit-elle.

Les personnes défavorisées, d'abord !

L'intégration des personnes vulnérables dans les fora communautaires a eu des quelques effets positifs. Lawi Shabani est représentant des personnes vivant avec handicap au sein du forum communautaire du site Twangiza, dans la Chefferie de Burhinyi. Grâce à la reconnaissance pour son engagement dans le forum, son complexe d'infériorité est disparu.

« Je me sentais rejeté et sous-estimé par tous, tel un paria de la communauté. J'étais très colérique, agressif et le recours à la violence était devenu comme ma seconde nature. Mais, depuis que j'ai été formé par le projet sur la gestion-non violente des conflits, j'ai compris comment régler pacifiquement les conflits pour garder des relations bienveillantes. Du coup, je me suis senti moi-même valorisé », témoigne-t-il.

En effet, Lawi Shabani s'est ensuite vu confier le poste de secrétaire du groupement de Mulambi chargé de la gestion des conflits. L'essentiel des cas conflictuels est déféré au forum communautaire, mieux qu'à la police ou au parquet, grâce à son l'implication pour la résolution non-violente des conflits.

Avant la création du forum communautaire site, le site minier de Luntukulu grouillait d'enfants mineurs, de femmes enceintes, de militaires et de membres des groupes armés. Or, la législation interdit la présence de ces catégories de personnes dans ces sites miniers. Seuls les creuseurs en ont le droit.

Après sa mise en place, le forum communautaire site de Luntukulu a mené une vaste campagne de sensibilisa-



Lawi Shabani fait le plaidoyer pour les habitants de Twangiza

tion de ses membres sur cette législation et sur comment les minerais doivent contribuer au développement, au lieu de constituer des sources de conflits. Et les résultats ne se sont pas fait attendre. Aujourd'hui, la législation est plus ou moins respectée, grâce à autocontrôle. La fraude minière a aussi baissé et la production réalisée est connue de tous. Les habitants de Luntukulu commencent à profiter d'une manière équitable des dividendes de l'exploitation minière. Les opérateurs économiques intervenant dans le secteur minier versent des contributions pour financer des actions de développement des villages autour des sites miniers. Ce « basket fund » a été initié par des organisations de la société civile. Il permet de construire des routes, des centres de santé et des écoles.



Débat avec la population de Mukungwe sur la présence des militaires dans les sites miniers

Principaux groupes cibles et approches du projet

L'Observatoire Gouvernance et Paix (OGP) est une organisation sans but lucratif de droit congolais qui a son siège à Bukavu, en République Démocratique du Congo. L'OGP intervient dans la province du Sud-Kivu dans le cadre du projet « Economie de paix », mis en œuvre en partenariat avec EIRENE Grands Lacs.

Dans le territoire de Mwenga, l'OGP intervenait dans les chefferies de Burhinyi autour des villages avoisinant les sites miniers de Condo et Twangiza tandis que dans la chefferie de Luhwindja, il accompagne toute l'entité administrative. A Walungu par contre, le projet est exécuté dans la seule chefferie de Ngweshe et plus précisément dans les groupements de Mulamba, Mushinga et Lubona. Alors que dans le groupement de Mulambi, le projet était exécuté dans 10 villages autour du site minier de Namadava/Luntukulu. Dans le groupement de Lubona il s'exécute dans douze villages autour du site aurifère de Nyamurhale. Pour des raisons sécuritaires, le projet s'est retiré du groupement de Mushinga en 2016.

En vue de la mise en œuvre du projet « Economie de Paix », les groupes cibles ci-après ont été retenus : les fora communautaires (village et site), le Groupe de Travail Thématique Mines (GTTM) et les autorités politico-administratives et coutumières.

Le GTTM est composé de certaines organisations de la

société civile du Sud-Kivu intervenant dans le secteur minier. Il a pour mission principale de réfléchir ensemble, de concevoir des stratégies, de mener des plaidoyers constructifs au niveau local, national et même international aux fins de rendre l'exploitation minière plus transparente, plus paisible et bénéfique à toute la population du Sud-Kivu. Les autorités politico-administratives et coutumières sont des groupes cibles du projet dans la réactualisation et la mise en œuvre des plans locaux de développement des villages avoisinant les différents sites miniers. En tant qu'entités territoriales décentralisées, les chefs des chefferies sont les garants des actions de développement dans ces entités.

Le projet recourt aux approches suivantes :

- **L'accompagnement de proximité des fora communautaires.**

Avec le recrutement d'un animateur par site, les forums communautaires bénéficient d'un accompagnement permanent dans les activités qu'ils organisent au quotidien. Le rôle des animateurs est donc d'apporter leurs appuis techniques aux membres des forums, renforcer leurs capacités sur certaines questions, ...

- **Le plaidoyer**

Les différentes informations récoltées sur terrain soit par



l'animateur soit par les membres des forums communautaires sont rapportées au GTTM pour alimenter les discussions pendant les réunions mensuelles. Les questions nécessitant d'un plaidoyer sont retenues.

- **La sensibilisation à travers les médias**

L'approche médias contribue à la gestion transparente et non-violente des minerais par la diffusion des informations sur les actions de plaidoyer des fora communautaires. Elle permet aux intervenants dans la production minière de discuter sans faux-fuyants des difficultés qu'ils vivent au quotidien et de prendre des engagements pour le respect des droits de chacun.

Ainsi par exemple, lors d'un débat public interactif réalisé en consortium avec le projet « Médias et paix » et diffusé en direct sur la radio Maendeleo le 20 novembre 2016 (précédé d'un reportage d'investigation et suivi d'un magazine talk-show) à Mukungwe, les orpailleurs ont réclamé ouvertement, en présence des autorités le départ des militaires du carré minier. L'Administrateur du Territoire ainsi que des autres leaders locaux ont pris de nouveaux engagements en faveur de cette demande. De leur côté, les familles de creuseurs en conflit ont expliqué les contours du conflit et se sont engagées à coopérer pour sa résolution pacifique.

- **L'accompagnement des autorités politico-administratives et coutumières**

L'accompagnement des autorités politico-administratives et coutumières des zones d'intervention aux fins de s'impliquer dans la collecte des données ou la réactuali-

sation des plans locaux de développement et de veiller à l'application dans leurs entités respectives des lois sur la transparence liée à la chaîne d'approvisionnement des minerais.

- **Les ateliers d'échange thématiques**

Cette approche sert de cadre de réflexion et de prise des engagements sur certaines questions de l'heure. Elle prend diverses formes : soit des tables rondes, soit des conférences-débats, ...

Evolution du projet depuis 2015

Depuis sa conception en 2014, le projet « Economie de paix » visait un résultat selon lequel les acteurs clés du secteur minier, la société civile et l'administration publique s'engagent pour une exploitation pacifique et équitable des ressources extractives. En vue d'atteindre le résultat escompté, le projet a recruté en 2015 trois animateurs de terrain pour accompagner les fora communautaires. Ainsi, le premier animateur a accompagné les fora communautaires des groupements de Lubona (site Nyamurhale), de Mushinga (site de Mukungwe) et le forum du groupement de Mulamba (site de Namadava/Luntukulu). Le deuxième été affecté sur toute l'étendue de la chefferie de Burhinyi avec deux grands sites miniers de Condo et Twangiza. Le troisième a accompagné le forum de développement de la chefferie de Luhwindja.

En 2015, après la participation d'équipe du projet dans un atelier panafricain tenu à Sikasso (au Mali) dans lequel l'accent avait été mis sur l'exploitation de l'or comme fil

conducteur de la composante ressources extractives, de nouvelles restructurations ont été engagées au sein des fora communautaires des groupements de Lubona, Mulamba, Mushinga et la chefferie de Burhinyi. Il n'était plus question d'accompagner toutes ces entités mais de ne cibler que les villages autour des sites miniers qui devaient avoir des fora communautaires des villages pour ainsi constituer le forum communautaire du site. Après la restructuration, la situation des fora sites s'est présentée comme suit :

Quelques défis majeurs

Suite au regain d'insécurité, le projet a fini par se retirer, depuis juillet 2015 du site minier de Mukungwe dans la chefferie de Ngweshe pour n'accompagner désormais que les fora sites de Nyamurhale et Namadava.

En plus, suite à l'appropriation du forum communautaire de Burhinyi par l'Association du Barreau Américain, le projet a fini par se retirer également des sites miniers de Condo et Twangiza dans la chefferie de Burhinyi.

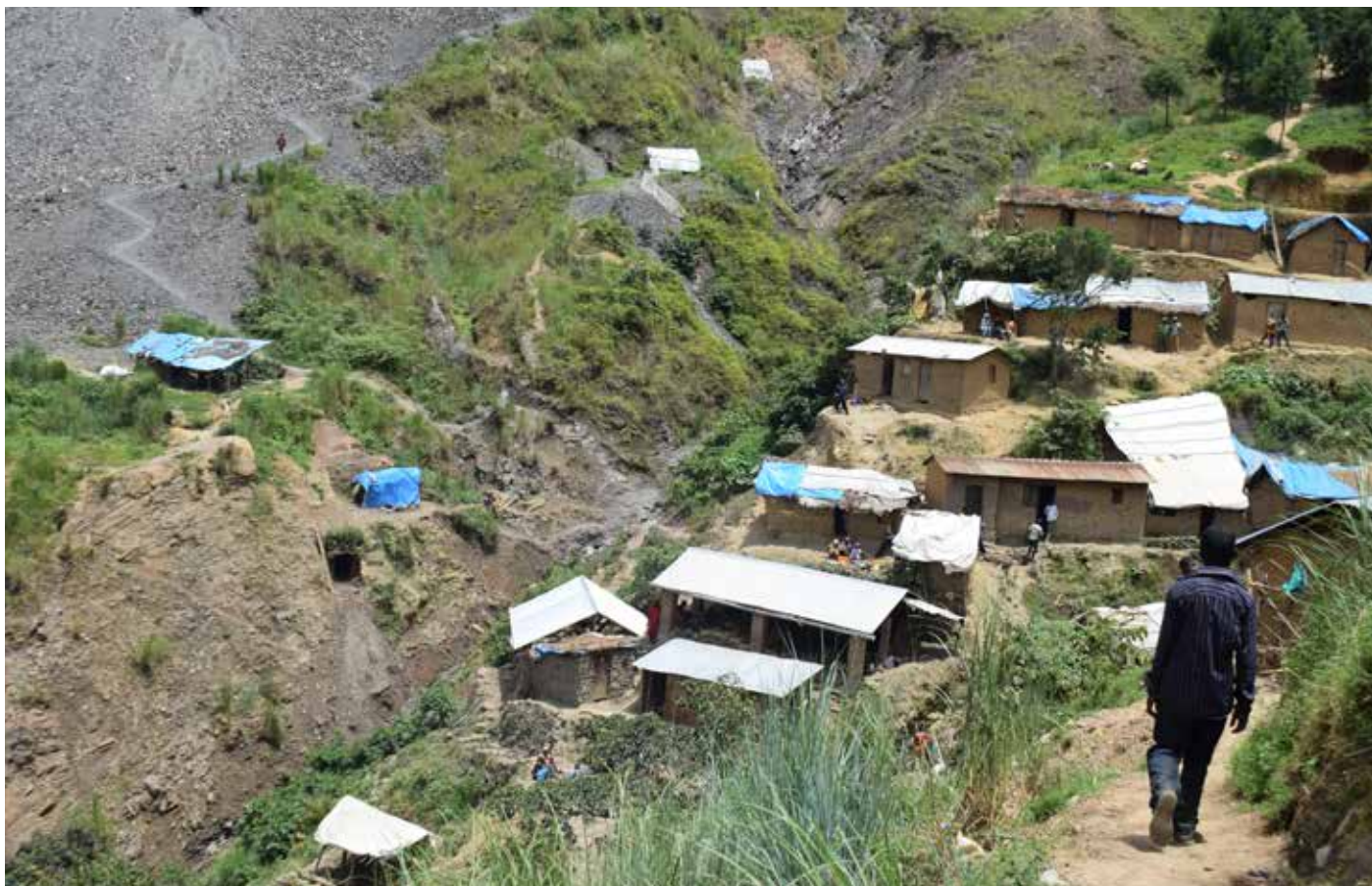
Forum communautaire site	Nombre de villages
Forum site de Nyamurhale/Lubona :	12 villages
Forum site de Namadava/Luntukulu	10 villages
Forum site de Condo/Burhinyi	07 villages
Forum site de Twangiza/Burhinyi	08 villages
Forum site de Luhwindja	24 villages.
Forum site de Mukungwe/Mushinga	08 villages

Enfin, depuis fin 2017, le chef de la chefferie de Ngweshe se montrait favorable aux activités des fora communautaires dans les sites de Nyamurhale et de Namadava, tout en exigeant un protocole de collaboration dûment signé avec son entité administrative, incluant la clarification des rôles de chaque intervenant, afin d'éviter tout malentendu. Malheureusement, les pourparlers se sont poursuivis jusqu'en 2018 sans pour autant décrocher la signature de cette convention de collaboration.

Conclusion

Grâce à l'approche « Forum Communautaire » initiée dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Economie de Paix », l'Observatoire Gouvernance et Paix (OGP) a mis en exergue, ces dernières années les défis liés à l'exploitation minière, surtout de l'or au Sud-Kivu.

En plus des changements de comportements observés chez les groupes cibles, le forum communautaire a servi pour le plaider afin que l'exploitation minière contribue à la paix et au développement communautaire, au lieu de constituer une source permanente de conflits et de violence.



Le site minier de Condo



Nos films documentaires sur YouTube :

**CHIRO-Burundi – Ensemble pour la paix et le développement
Construisons ensemble – Solidarité de Volontaires pour l'Humanité
L'or et la misère – La lutte d'ONGP pour la justice
Misisi – Quand l'or fait des misérables (Français, Anglais et Allemand)
EIRENE : Service Civil pour la Paix dans la région des Grands Lacs**

ational de
huzi-Biega

Rv

RN7

Lac K

Parc national
Nyungwe

Bukavu

Butar

RN1

Bujumbura

BU

Réserve
Nationale
Itombwe

Uvir

RN7

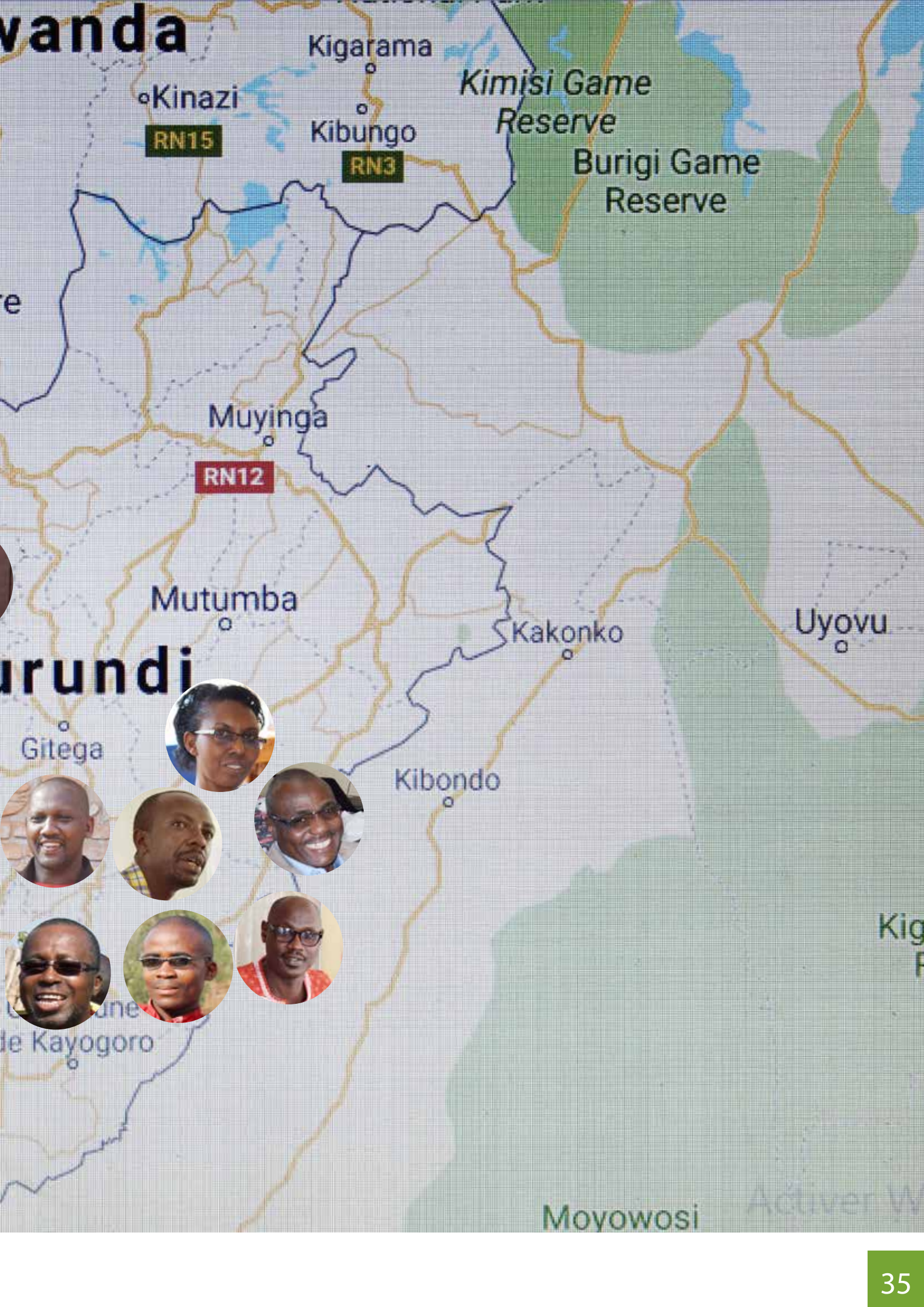
Commune de
Buyengero

Fizi



vanda

urundi



Kinazi
RN15

Kigarama
Kibungo
RN3

Kimisi Game Reserve

Burigi Game Reserve

Musinga
RN12

Mutumba

Kakonko

Uyovu

Gitega

Kibondo



une
de Kayogoro

Moyowosi

Activer W

Nos remerciements à tous ceux qui ont contribué à la mise en oeuvre du programme



« (...) nous condamnons les violences faites aux femmes et aux enfants ainsi que la persécution politique et les atteintes aux droits humains de toutes sortes. (...) nous nous engageons pour l'élimination de toute forme de violence, qu'elle soit directe, culturelle, institutionnelle ou structurelle. Nous voulons construire un monde où la dignité de chaque être humain ainsi que l'environnement planétaire soient respectés. Nous tendons vers l'équité et la Paix. (...) »

Ensemble c'est possible !

Nous vous interpellons à nous rejoindre pour un mouvement en faveur de la promotion d'une paix juste en toute responsabilité dans tous vos milieux. Comme citoyens et citoyennes de cette seule et unique planète, engageons-nous ensemble, en solidarité pour la Paix dans le monde. »

(Appel de 55 personnes engagées pour la paix provenant d'Afrique, de l'Amérique Latine et d'Europe à l'occasion du 60^{ème} anniversaire d'EIRENE en Octobre 2017 en Allemagne).